

# Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

**Eco**

Mercredi 24 Mai 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°131 ■

«Croissance verte»  
en Afrique  
**Les Assemblées  
annuelles de la  
BAD s'ouvrent en  
Egypte**

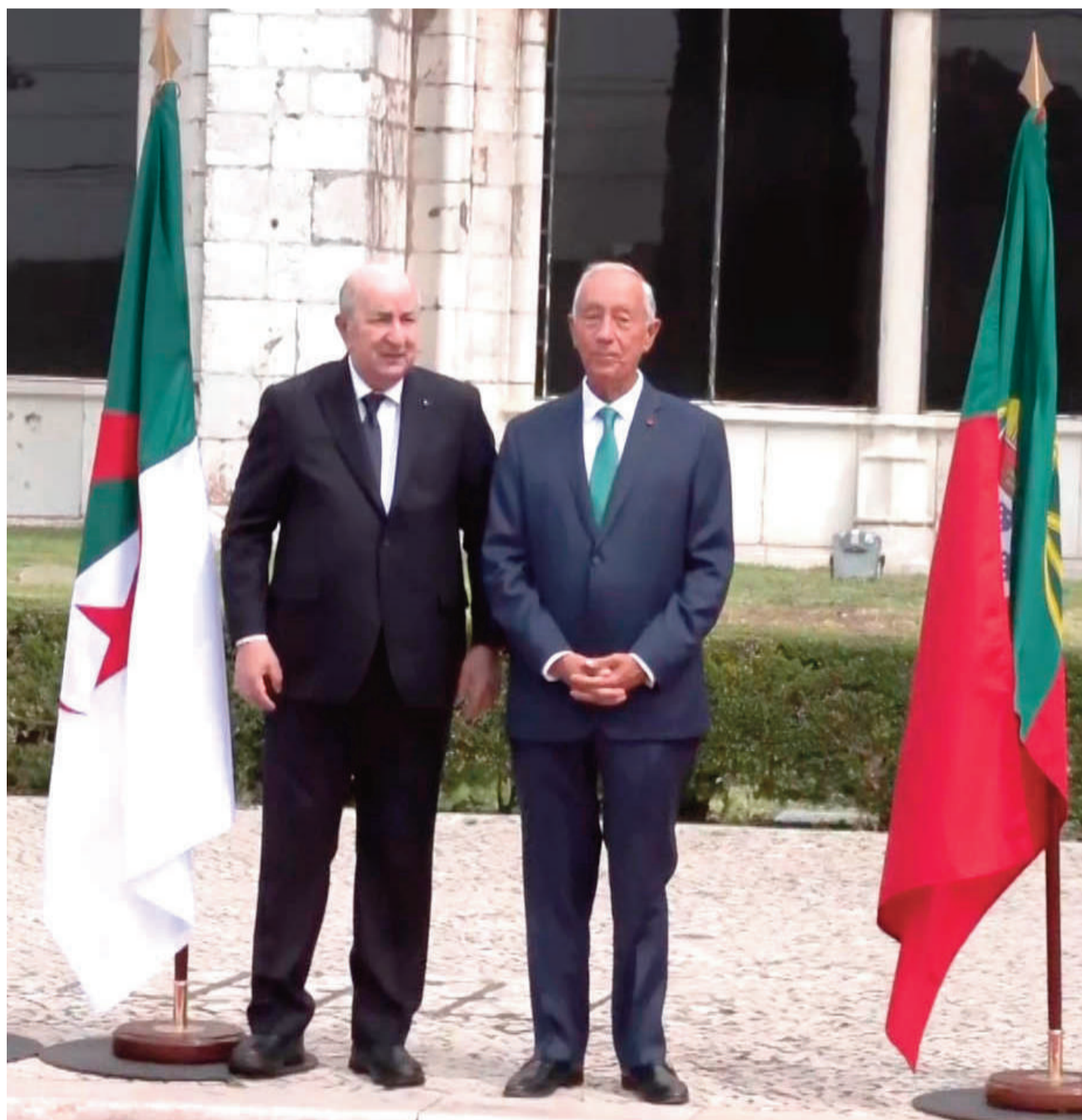
P 4

FIN DE LA VISITE DE TEBBOUNE AU PORTUGAL

## Convergence totale entre Alger et Lisbonne

A l'issue de sa visite d'Etat au Portugal, le Président Tebboune a souligné la convergence totale des points de vue entre l'Algérie et le Portugal. Le chef de l'Etat a précisé, lors d'un point de presse conjoint avec le président portugais Marcelo Rebelo de Sousa à l'issue de l'entretien bilatéral au siège de la Présidence portugais, qu'« aucune divergence n'a été soulevée lors de cet entretien » et « cela dans tous les domaines».

P 3



ASSURANCES

### Un nouveau cadre législatif en préparation

Un nouveau cadre législatif pour le secteur des Assurances est en préparation. Le président de l'union des assurances et réassurances (UAR), Youcef Benmicia a annoncé, hier à Alger, qu'un projet de révision de l'ensemble des textes a été discuté au niveau de la corporation.

P 2

UNE VINGTAINE DE PROJETS  
INNOVANTS PRÉSENTÉS À LA  
SIPSA FILIHA

### L'innovation à l'honneur

La 21ème édition du Salon international de l'Agriculture, de l'élevage et de l'agro-industrie (Sipsa Filiha) se distingue cette année par la réservation tout un stand, baptisé « Village des startups», dédié exclusivement pour la présentation des projets innovants.

P 5

ACQUISITION DE 10 AÉRONEFS  
PAR LEASING

### Air Algérie proroge le délai de réception des offres

La compagnie aérienne nationale, Air Algérie, a prorogé, jusqu'au 29 mai, le délai de réception des offres relatives à l'opération d'acquisition de 10 aéronefs sous forme de leasing, a affirmé mardi son porte-parole, Amine Andaloussi.

P 5

CAISSE DE SOLIDARITÉ ET DE  
GARANTIE DES COLLECTIVITÉS  
LOCALES

Financement  
de 117 micro-zones d'activité  
en 2023

P4

VISITE DES CADRES DU NIPSS  
EN ALGÉRIE

Une opportunité pour le  
renforcement du partenariat  
stratégique

P4

SIGNATURE D'UN ACCORD ENTRE L'ADE  
ET L'ABEF

Paiement des factures d'eau  
par carte bancaire

P16

OLYMPIADES PANAFRICAINES  
DES MATHÉMATIQUES

**L'Algérie ravit  
la première place  
dans le classement  
individuel dans la  
catégorie des garçons**

L'Algérie a ravi la première place dans le classement individuel dans la catégorie des garçons, lors de la 30ème édition des Olympiades panafricaines des Mathématiques (OPAM), organisée à Kigali (RWANDA), du 13 au 22 mai 2023.

Cette performance a été réalisée par l'élève Youcef Kenane, alors que par pays, l'Algérie s'est classée à la deuxième place.

A noter que l'Algérie a participé à ces Olympiades avec sept élèves (quatre filles et trois garçons) qui ont concouru aux côtés de 189 autres élèves au niveau continental.

Trente et un pays africains (26 en présentiel et 6 en ligne) ont pris part à cet événement annuel de l'Union africaine des Mathématiques, destiné aux meilleurs élèves de l'enseignement secondaire âgés de moins de 20 ans.

Cette 30ème édition des OPAM a été organisée par l'Institut africain des Sciences de Mathématiques, basé au Rwanda, en collaboration avec le gouvernement du Rwanda (les Collèges d'éducation, des sciences et technologies de l'Université du Rwanda).

R. E.

ASSURANCES

**Un nouveau cadre législatif en préparation**

*Un nouveau cadre législatif pour le secteur des Assurances est en préparation. Le président de l'union des assurances et réassurances (UAR), Youcef Benmicia a annoncé, hier à Alger, qu'un projet de révision de l'ensemble des textes a été discuté au niveau de la corporation.*

Par Sirine R

« Il est temps de réviser la loi de 2006 et d'introduire des modifications, notamment en matière de distribution des produits par les nouvelles technologies (TIC) », a-t-il souligné. S'exprimant hier au Forum d'El Moudjahid, Benmicia a émis le souhait à ce que l'année 2023 soit celle de la réforme du cadre législatif du secteur des assurances. L'intervenant a expliqué que les changements seront introduits sur les 4 textes législatifs et l'ordonnance de 2003 relatif à l'assurance catastrophe naturelle (Cat-Nat). « Nous avons proposé le regroupement des ces textes dans un seul texte. Comme ça, il sera possible de couvrir les calamités agricoles engendrées par les changements climatiques (inondation, sécheresse...), précise-t-il. Pour sa part le vice-président de l'UAR et directeur général de la compagnie Alliance Assurance, Hassan Khelifati a plaidé pour aller vers la mise en place d'un Code de l'assurance. Il a ainsi expliqué que les raisons de la faible pénétration de l'assurance Cat-Nat, ne dépassant pas les 10%, sont multiples, dont certaines sont d'ordres techniques et autres pour des raisons législatives. En clair, le cadre législatif doit évoluer, en s'adaptant à la réalité du terrain, dira-t-il, en faisant savoir que des propositions ont été faites dans ce sens là.

Après avoir rappelé que la révision et la modernisation du secteur des Assurances est l'un des engagements du Président Tebboune dans son programme présidentiel (l'engagement 23), Khelifati a appelé à la création d'une agence de la régulation indépendante, revoir la disposition concernant la garantie acquise avant le paiement de la totalité de la souscription et donner des clarifications sur certaines mutualités. « Nous avons pris beaucoup du temps dans les réformes. Il faut les accélérer surtout », dit-il.

C'est le seul moyen pour le développement de ce secteur important, en mesure d'augmenter sa participation à 5 milliards de dollars dans le PIB national, affirme Khelifati. La libération du secteur bancaire et financier pourrait porter cette contribution à 7 milliards de dollars, ajoute-t-il.

Le vice-président de l'UAR a réclamé également la révision des tarifs de l'assurance automobile notamment, puisque l'actuelle tarification est très faible, et représente entre 2 à 8 fois de l'indemnisation ! En effet, continuer avec ce même système, les compagnies d'assurances seront lourdement impactées.

Dans le secteur agricole, le président de l'UAR a fait savoir que les assureurs ont formulé la proposition de relancer le projet de calamité agricole proposé depuis des années, dont la souscription sera obligatoire et l'élargissement des produits d'assurance pour la couverture des calamités nouvelles, causées par les chan-

gements climatiques.

Un grand travail en matière de prévention et de sensibilisation reste encore à faire et l'Etat doit changer sa politique en matière d'intervention pour l'indemnisation des sinistrés. Son rôle doit être dorénavant, recommande-t-il, axé sur la subvention des primes d'assurance notamment pour les calamités agricoles induites par des changements climatiques. Et c'est aux compagnies d'assurances de procéder à l'indemnisation selon une approche purement économique. Ce système de subvention est appliqué par plusieurs pays, notamment les Etats-Unis avec un taux 75%, l'Inde avec 80%, la France 59% et la Chine avec 77%, dira Hassan Khelifati. En effet, la micro-assurance est un système d'assurance destiné à des agriculteurs n'ayant pas les moyens financiers nécessaires.

Il est à noter que l'assurance agricole en Algérie ne représente que 1,5% du chiffre global du secteur. Un taux très faible et loin des potentialités existantes, d'autant que le secteur agricole contribue avec 14 à 15% dans le PIB. La tenue en Algérie d'un important événement sur la contribution de l'assurance aux défis de la sécurité alimentaire en Afrique, dont 1700 participants sont attendus, dont 1070 sont des étrangers représentants de 73 pays sera une occasion pour l'Algérie et les pays africains de s'inspirer des modèles réussis à travers le monde.

49<sup>E</sup> SESSION DE LA CONFÉRENCE ARABE DU TRAVAIL

**La présidente de la CGEA salue les décisions du Président Tebboune**

La présidente de la Confédération générale des entreprises algériennes (CGEA), Saida Neghza, a salué, lors des travaux de la 49e session de la Conférence arabe du travail qui se tient au Caire (Egypte) les décisions du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune concernant le volet économique.

Elle a affirmé que le Président Tebboune "a suivi personnellement la nouvelle loi sur l'investissement et a pris une série de décisions sociales pour la protection du pouvoir d'achat du citoyen à travers l'augmentation du salaire national minimum garanti, la création de l'allocation de chômage et la mise en place d'une loi sur la dépenalisation de l'acte de gestion".

S'agissant de la coopération arabe, La présidente de la CGEA a appelé à œuvrer pour l'émergence de la région arabe en tant que force régionale unifiée, économiquement et politiquement.

« Nous devons savoir utiliser les nouvelles données induites par la crise de la

pandémie de Covid-19 pour permettre à notre région arabe d'émerger en tant que force régionale unifiée, économiquement et politiquement », a indiqué Mme Neghza.

Elle a appelé, par ailleurs ; en sa qualité de présidente de "Businessafrica" qui regroupe 54 organisations patronales en Afrique à "renforcer les échanges avec ces pays", soulignant sa "disposition à accompagner et soutenir tout projet d'investissement ou de coopération dans ce cadre, avec les pays africains". Prennent part à la 49e session de la Conférence arabe du travail, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb et le Secrétaire général par intérim de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Hamou Touahria.

Des ministres arabes du Travail, des organisations patronales, des syndicats et plusieurs organismes arabes participent à cette rencontre.

R. E.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

**500 demandes de brevet d'invention enregistrées**

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a fait état, lundi à Alger, de 500 demandes de brevet d'invention enregistrées depuis septembre dernier, outre la création de 7 maisons de l'intelligence artificielle.

Lors de son exposé devant la commission de l'éducation, de la formation, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique et des affaires religieuses au Conseil de la nation, M. Baddari a indiqué que l'université algérienne

"avance vers la réalisation du triptyque Enseignement supérieur-Recherche scientifique-Innovation", en vue de participer à la création de la richesse "conformément aux exigences de la société, et d'amener l'étudiant à sortir de l'idée d'attendre la fonction à la création de l'emploi".

Le ministre a annoncé la création de 84 maisons d'entrepreneuriat, 94 incubateurs, 7 maisons d'intelligence artificielle et 10 Fap lab, et de 3 villes technologiques.

Au volet innovation, le ministre a fait savoir que 500 de-

mandes de brevet d'invention avaient été enregistrées avec des horizons pour atteindre 2000 demandes d'ici décembre 2023, et 145 sociétés économiques créées.

Quant à la numérisation, M. Baddari a qualifié le bilan de l'opération de "positif", rappelant le développement de 35 plateformes numériques, avec l'objectif d'atteindre 46 plateformes en juillet prochain afin de contribuer aux activités de l'Enseignement supérieur et la Recherche scientifiques et des œuvres universitaires.

Quotidien économique

**Les Enjeux**  
Eco

Edité par la  
SARL  
Les enjeux Eco  
Tel: 06 98165554

Gérant  
**Belmihoub  
Abdelaziz**

Directeur de  
publication  
**Radji Zahir**

Siège social  
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine  
Ibn Ziri Alger

Siège de la rédaction  
03, Rue Ali Boumendjel  
Square Port Said, Casbah  
email: [lesenjeuxeco@gmail.com](mailto:lesenjeuxeco@gmail.com)  
ccb : BDL 005  
00170000003889 09

Impression  
Centre : SIA

Distribution  
Centre:  
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité «ANEP» ALGER:

PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur  
email: [agence.regie@anep.com.dz](mailto:agence.regie@anep.com.dz)  
[programmation.regie@anep.com.dz](mailto:programmation.regie@anep.com.dz)  
Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28  
Fax : (021) 73.95.59  
(021) 73.99.19

FIN DE LA VISITE DE TEBBOUNE AU PORTUGAL

# Convergence totale entre Alger et Lisbonne

A l'issue de sa visite d'Etat au Portugal, le Président Tebboune a souligné la convergence totale des points de vue entre l'Algérie et le Portugal. Le chef de l'Etat a précisé, lors d'un point de presse conjoint avec le président portugais Marcelo Rebelo de Sousa à l'issue de l'entretien bilatéral au siège de la Présidence portugais, qu'« aucune divergence n'a été soulevée lors de cet entretien » et « cela dans tous les domaines ».

Par Samir Chalabi

Et que les deux capitales partagent les points de vue concernant plusieurs dossiers importants dans la région et dans le monde. Le Président Tebboune a, également, renouvelé la volonté de l'Algérie de « respecter le traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération signé le 8 janvier 2005 ».

« Nous sommes à quelques jours seulement de célébrer le 210 anniversaire du traité de paix signé entre la régence d'Alger et le Royaume du Portugal qui a constitué une base solide pour l'accord d'amitié et de bon voisinage signé le 08 janvier 2005 entre les deux pays qui s'engagent à maintenir cette bonne entente à développer le partenariat dans différents domaines » a déclaré le Président Tebboune, en affirmant que les entretiens avec le Président portugais sont fructueux et francs.

Le chef de l'Etat a révélé que « les entretiens avec le président portugais ont été fructueux, francs et sincères ». Ce qui, souligne-t-il, reflète « la véritable profondeur des rela-



tions politiques ». Les deux Présidents ont également évoqué lors de cet entretien les questions régionales et internationale. « Nous avons longuement abordé la situation financière en Libye, la région

du Sahel, la question du Sahara occidental, la cause palestinienne, et le conflit russo-ukrainien, deux pays amis » a indiqué le Président Tebboune qui a émis le vœu de voir la « question du Sahara occidental

résolue dans le cadre des résolutions onusiennes ».

Concernant la cause palestinienne, le chef de l'Etat a réaffirmé que « la position de l'Algérie est claire. Elle défend l'option de deux Etats avec Qods-Est comme capitale de la Palestine. Pour le Chef de l'Etat « ces pourparlers reflètent la profondeur des relations entre les deux pays et ont permis de renforcer les consultations politiques exprimant le partenariat multidimensionnel » a déclaré M. Tebboune.

De son côté, le Président portugais M. Marcelo Rebelo de Sousa a assuré que l'Algérie est un pays important pour le Portugal : « La visite du Président Tebboune permettra d'approfondir les relations entre les deux pays et le partenariat dans les domaines de l'économie, les énergies renouvelables, le tourisme et l'enseignement » a déclaré M. de Sousa.

Concernant le dossier du Sahara Occidental, le Président portugais a assuré que la position de son pays n'a pas changé : « Notre position est stable et nous continuerons à soutenir les efforts de l'ONU et ses décisions concernant le dossier du Sahara Occidental » a-t-il ajouté.

LORS D'UNE RENCONTRE AVEC EUX AU PORTUGAL

## Tebboune rassure notre diaspora

Le président Abdelmadjid Tebboune a rencontré, lundi, des représentants de la communauté nationale résidant au Portugal, et auxquels, il a réitéré l'engagement de l'Etat à protéger les membres de la communauté nationale à l'étranger et à appuyer leur contribution au développement du pays. Comme prévu le Chef de l'Etat a débuté cette visite par une rencontre avec des représentants de la communauté nationale qui résident au Portugal.

Des déclarations ont été faites en marge de la visite d'Etat qu'il effectue dans ce pays à l'invitation de son homologue portugais, Marcelo Rebelo de Sousa. Celles-ci ont été fortement appréciées par notre diaspora qui estime que ces propos sont rassurants, et qu'elle a trouvé en le Chef de l'Etat, une oreille attentive et apprécie l'attention particulière qu'il accorde aux compétences algériennes résidant à l'étranger.

S'exprimant devant ce panel, le président de la République a affirmé que l'Etat algérien était attaché à assurer « la protection de ses enfants à l'étranger et à les défendre s'ils sont victimes d'injustices dans leurs pays de résidence, et ce dans le cadre du respect de la souveraineté de ces derniers ». A cet égard, les représentations diplomatiques du pays avaient été chargées d'assurer la défense de tout algérien victime d'harcèlement ou d'injustice. Le Président de la République a également passé en revue les différentes mesures qu'il a instituées au profit de la diaspora, à l'instar de la réduction des prix des vols pour préserver ses liens avec la patrie, l'accès à la retraite auprès de la Caisse nationale des retraites (CNR), en sus d'autres incitations visant à « alléger le poids de l'éloignement du pays ».

Les membres de la communauté ont affirmé à des confrères que ce statut s'était traduit par les nombreuses incitations, facilités et mesures importantes initiées par le Président Tebboune, lesquelles visent à renforcer le lien des membres de cette communauté avec leur patrie et à les impliquer efficacement, en tant que force d'influence et de proposition dans le processus de développement engagé par l'Algérie.

Dans le même contexte, le Président Tebboune a écouté avec intérêt les avis et les propositions de certains intervenants, dont une proposition précé-



nisant la tenue de conférences nationales périodiques rassemblant les compétences nationales établies à l'étranger. Le Chef de l'Etat qui a accueilli favorablement cette proposition, a préconisé la tenue de conférences par spécialités « initiées par l'élite algérienne qui sera accueillie les bras ouverts dans son pays », a-t-il dit. Une opportunité d'échanges, saluée par le Président qui a apprécié le niveau des compétences algériennes à l'étranger, affirmant que « la communauté nationale est devenue élitiste, et les portes lui sont grandes ouvertes pour contribuer au développement du pays ».

Il a souligné, à cette occasion, que sa rencontre avec les Algériens établis à l'étranger « se veut une tradition instituée par l'Etat algérien pour communiquer avec eux, en vue de les rassurer quant à la situation dans le pays et écouter leurs préoccupations ». Parmi les membres de la communauté présents, le président de l'association « Casa Algérie » en cours de création, a déclaré que « la communauté nationale fait partie intégrante de la société algérienne, elle en est le prolongement naturel et souhaite participer au processus du développement

et contribuer à l'édification de l'Algérie nouvelle, devenue une source de fierté pour chaque Algérien à l'étranger, grâce aux acquis réalisés à l'intérieur du pays et à l'étranger.

Pour lui, les Algériens établis au Portugal, même peu nombreux, « sont bien introduits dans les différents secteurs et institutions au Portugal.

Un chercheur universitaire de renom, s'est félicité de l'intérêt porté par le Président de la République qui veille à rencontrer à chaque fois les Algériens de la diaspora, soulignant que la communauté algérienne est mobilisée pour faciliter la communication entre les entreprises et les opérateurs dans les deux pays. Pour sa part, un professeur à l'université de Lusufen, a jugé que la visite du Président Tebboune au Portugal offrirait de plus grandes opportunités de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, en tentant d'aplanir les obstacles et de faciliter les procédures administratives complexes qui empêchent une coopération efficace entre les établissements universitaires et de la recherche dans les deux pays.

Par Réda Hadi

LORS D'UN SOMMET ORGANISÉ PAR GENERAL ELECTRIC

## Trois entreprises algériennes honorées à Dubai

GE Gas Power a récemment organisé le Sommet des partenaires stratégiques pour le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Asie du Sud 2023 à Dubai avec la participation de représentants de plus de 200 entreprises régionales et mondiales.

L'organisation de ce sommet entre dans le cadre des efforts continus de l'entreprise pour améliorer les niveaux de service et développer des chaînes d'approvisionnement plus stables et plus durables. Sous le thème « Partenaires pour l'avenir de l'énergie », les dirigeants régionaux du secteur de l'énergie ont abordé les tendances, les défis et les opportunités du plus grand système industriel du secteur de l'énergie dans la région du Moyen-Orient, de l'Afrique et de l'Asie du Sud. Ils ont également identifié les moyens de renforcer et de combler les lacunes dans les chaînes d'approvisionnement, alors que les pays de la région cherchent à adopter des solutions et des technologies qui contribuent à réduire les émissions de carbone et à assurer un avenir durable. Cet événement annuel reflète l'engagement de GE Gas Power à renforcer les relations entre les parties concernées et les fabricants au sein des chaînes d'approvisionnement dans la région du Moyen-Orient, de l'Afrique et de l'Asie du Sud, afin de stimuler la croissance et de répondre aux différents besoins des clients de la région.

Dans ce contexte, Joseph Anis, président-directeur général de GE Gas Power en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique, a déclaré : « Nos partenaires fournisseurs jouent un rôle important dans la réalisation de notre vision, qui consiste à fournir des solutions avancées et efficaces pour alimenter en électricité des millions de foyers au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie du Sud, l'une des régions à la croissance la plus rapide au monde. Alors que nous ouvrons la voie à un avenir de production et de consommation d'énergie à faible émission et plus efficace, il est urgent d'établir des relations solides et productives avec notre réseau de fournisseurs diversifié qui ne cesse de croître, et de veiller à sa stabilité afin d'assurer la mise à niveau rapide et flexible de nos services pour permettre la transformation du secteur de l'énergie. L'organisation du sommet confirme également notre engagement à développer d'importantes chaînes d'approvisionnement régionales et à partager les valeurs de ce secteur d'énergie qui évolue à une vitesse significative. »

Les cinq jours du sommet ont été marqués par des débats en ligne, des séances de formation et des sessions interactives, ainsi que par des rencontres individuelles avec les fournisseurs. Les participants ont exploré les moyens de pousser la collaboration entre les fournisseurs à un niveau supérieur et d'accélérer le processus de réduction des émissions de carbone dans le système énergétique de la région. Les experts ont mis l'accent sur l'adoption des meilleures pratiques en matière de qualité et de sécurité, et ont également évoqué les besoins accrus des bases d'approvisionnement pour les gammes de nouveaux produits, valoriser les clients et la créer de nouvelles opportunités pour les fournisseurs.

GE Gas Power a également honoré ses partenaires stratégiques lors de la cérémonie annuelle de remise des prix, qui récompense l'excellence en matière de sécurité, de qualité, de précision des livraisons, de compétitivité et de partenariat stratégique.

« L'Eurl MGI Laghouat » et la « Sarl RCG Algerie » (Algérie) ont été récompensées pour leurs efforts en matière de sécurité et de sûreté sur les lieux de travail et les sites de projets, tandis que « MEGA Propre SEBA Rostom » a été primée pour son leadership dans le domaine de la « compétitivité ».

GE soutient le développement de l'infrastructure énergétique de l'Algérie depuis les années 50. Les investissements de GE dans le pays comprennent General Electric Algeria Turbine (GEAT), une coentreprise entre Sonelgaz et General Electric et la première entreprise de ce type sur le continent africain. General Electric Algeria Turbine a été créée pour fabriquer des lubrifiants et des pièces pour turbines, assembler des turbines à gaz et à vapeur et des systèmes de contrôle, créer des solutions numériques, entretenir et réparer des équipements de production d'énergie.

Synthèse R E

## «CROISSANCE VERTE» EN AFRIQUE

## Les Assemblées annuelles de la BAD s'ouvrent en Egypte

Le coup d'envoi officiel des Assemblées annuelles de la Banque Africaine de Développement (BAD) a été donné, mardi à Charm el Cheikh en Egypte, en présence du président égyptien, Abdel Fattah al-Sissi, de chefs d'Etat et de gouvernement, et de quelque 4.000 participants venus de 81 pays.

Lors de la séance d'ouverture de la 58e Assemblée annuelle du Conseil des gouverneurs du Groupe de la BAD et de la 49e Assemblée du Fonds africain de développement, ayant pour thème «la mobilisation des financements du secteur privé en faveur du climat et de la croissance verte en Afrique», le président al-Sissi a souligné «l'équation difficile» à laquelle font face les pays africains, qui œuvrent pour la mobilisation des fonds nécessaires à leur développement tout en essayant de réduire le coût de ces financements.

Il a, à cet effet, appelé les organisations financières multilatérales à favoriser les investissements directs dans les pays africains et revoir les conditions d'octroi de crédits bonifiés au profit de ces pays, en mettant l'accent sur l'importance du thème choisi pour cette édition des Assemblées de la plus importante institution financière de développement en Afrique. Inaugurant les «événements liés au savoir», les dirigeants politiques présents, le président de l'Union africaine (UA), le président de la commission de la même Union, le président et les cadres de la BAD, ainsi que des experts internationaux se réunissent, dans la matinée, autour d'un dialogue sur «l'évolution de l'architecture financière mondiale et le rôle des banques multilatérales de développement (BMD)».

Un dialogue qui se veut une plateforme pour passer en revue les défis auxquels fait face le multilatéralisme dans sa forme et sa portée actuelles, en explorant les possibilités de le rendre «plus réactif» aux menaces comme le changement climatique, les conflits et les pandémies sanitaires.

Les participants devront explorer les possibilités de mobiliser davantage de ressources pour financer les initiatives régionales internationales telles que l'Agenda 2030, l'Agenda 2063 de l'Union africaine et l'Accord de Paris sur le changement climatique. Les moyens de réformer l'architecture financière mondiale pour assurer «une transition du multilatéralisme vers un système plurilatéral plus souple, plus inclusif et plus flexible», à même de répondre à la nature changeante des défis mondiaux, seront ainsi débattus à cette occasion.

Au cours des deux dernières décennies, l'Afrique a connu des risques et des «chocs climatiques» importants : 131 catastrophes liées à des conditions météorologiques extrêmes ont été enregistrées sur le continent en 2020 et 2021.

Et malgré sa faible contribution au réchauffement de la planète, le continent, et en l'absence de politiques efficaces en la matière, pourrait perdre jusqu'à 12% de son PIB à l'horizon 2100, ce qui fait de la lutte contre le changement climatique et de la promotion d'une transition verte un passage obligé pour arriver à un développement durable de l'Afrique.

Cela nécessitera cependant la mobilisation de ressources financières importantes : entre 1.300 et 1.600 milliards de dollars sont nécessaires, sur la période 2020-2030, pour mettre en œuvre l'action climatique de l'Afrique qui souffre d'un déficit annuel de financement climatique de 127 milliards d'USD.

En 2020, 80% des 30 milliards d'USD de flux de financement climatique dans le continent ont été mobilisés auprès d'acteurs internationaux publics, alors que le financement fourni par le secteur privé n'y représentait que 14%, selon les données fournies par la BAD.

C'est cette problématique de manque de financement nécessaires pour la mise en œuvre de l'action climatique, aggravée par une «promesse non tenue» de mobiliser 100 milliards d'USD de financement par les pays développés, les répercussions de la COVID-19 et la crise en Ukraine, qui est au centre des débats des Assemblées de la BAD, qui se poursuivent jusqu'à vendredi.

Les responsables et experts de 80 pays vont ainsi étudier les moyens de mobiliser d'autres sources de financement pour le changement climatique et la croissance verte en Afrique, en y impliquant le secteur privé national et international, avant d'émettre des recommandations pratiques sur la façon dont l'Afrique pourrait réussir une telle mobilisation, sachant que les investissements à faible intensité de carbone requièrent des capitaux considérables que les ressources publiques ne peuvent couvrir à elles seules.

R. E.

## VISITE DES CADRES DU NIPSS EN ALGÉRIE

## Une "précieuse opportunité" pour le renforcement du partenariat stratégique

La visite effectuée en Algérie la semaine dernière par des cadres de l'Institut national des études politiques et stratégiques du Nigeria (NIPSS) a constitué une "précieuse opportunité" pour le renforcement des relations de coopération et du partenariat stratégique entre l'Algérie et le Nigeria, a indiqué Sonatrach lundi dans un communiqué.

Par R. E.

Selon le groupe public, la visite effectuée par la délégation nigérienne en Algérie du 14 au 21 mai à travers plusieurs sites et infrastructures énergétiques de Sonatrach et ses filiales était "une précieuse opportunité pour le renforcement des relations de coopération et du partenariat stratégique entre l'Algérie et le Nigeria en Afrique, mais aussi une occasion pour Sonatrach de consolider ses partenariats dans le domaine des hydrocarbures et d'étendre ses investissements continentaux".

Lors de cette visite à travers plusieurs sites relevant de Sonatrach à Alger, Oran, Hassi R'mel, Hassi Messaoud et Skikda, le chef de la délégation nigérienne, Emmanuel Mamman Mni, a souligné sa volonté de "renforcer les relations bilatérales entre l'Algérie et le Nigeria, notamment dans les domaines de la recherche scientifique et énergétique", a ajouté le communiqué.

Rappelant les différentes étapes de la visite, la même source a précisé que la délégation nigérienne avait d'abord visité le Centre de supervision des pipelines relevant de l'activité de Transport par cana-

lisation (TRC) de Sonatrach à Sidi Arcine (Alger), soulignant que cette visite avait permis aux hôtes de l'Algérie de découvrir cette infrastructure qui assure un suivi centralisé global et en temps réel de toutes les opérations d'exploitation sur l'ensemble du réseau de TRC.

La délégation s'est ensuite rendue à Oran pour visiter les sites du complexe GP1Z et la société algéro-omanaise d'engrais et d'ammoniac (AOA), implantés dans la zone pétrochimique d'Arzew, qui ont suscité un grand intérêt auprès de la partie nigérienne.

A Hassi R'mel (wilaya de Ouargla), la délégation a visité la station de compression de gaz "Boosting 3" où elle a écouté un exposé sur le fonctionnement de cette infrastructure et des nouvelles technologies utilisées notamment pour améliorer la production, selon la même source.

Elle s'est rendue également au complexe industriel "Z-Cina" relevant de Hassi Messaoud et au siège de l'Entreprise nationale de canalisations (ENAC) où la délégation a reçu des explications sur le fonctionnement des unités du centre industriel chargé de la production d'un des plus grands champs de pétrole en Afrique et écouté un exposé sur les services de cette entreprise, filiale de Sonatrach, spécialisée dans les mégaprojets de

canalisations.

La raffinerie de Skikda, la plus grande en Algérie, a été également au programme de la visite de la délégation nigérienne dans la wilaya de Skikda, notamment après l'opération de modernisation des installations dans le cadre du Programme de réhabilitation des raffineries en Algérie. Cette base répond désormais aux normes de qualité et de sécurité notamment en matière de respect de l'environnement.

La délégation nigérienne a montré un grand intérêt pour ces données importantes, notamment après avoir visité les différentes unités de production".

A l'Institut algérien du pétrole (IAP-Skikda), la délégation s'est enquis des programmes de formation proposés dans les domaines relatifs au développement de l'industrie des hydrocarbures. A l'issue de cette visite, "la délégation a demandé des informations sur la possibilité d'inscrire des étudiants nigériens à cet institut relevant du Groupe Sonatrach". La délégation nigérienne a également visité à Annaba, le complexe Fertial, filiale du Groupe ASMIDAL où "l'expérience pionnière de l'Algérie dans la production d'engrais azotés et phosphatés selon les normes internationales en vigueur a été présentée", conclut le communiqué.

## CAISSE DE SOLIDARITÉ ET DE GARANTIE DES COLLECTIVITÉS LOCALES

## Financement de 117 micro-zones d'activité en 2023

La Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales (CSGCL) a financé en 2023 un total de 117 micro zones d'activité destinées aux porteurs de projets, a fait savoir, lundi à Alger, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad.

Présentant devant la Commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie, du commerce et de la planification de l'Assemblée populaire nationale (APN), la stratégie sectorielle au titre de l'année 2023 relative aux programmes de développement du CSGCL et des zones d'activité au niveau national, M. Merad a indiqué que la caisse avait consacré "9,87 mds DA au financement de 117 micro-zones d'activité sur une superficie de 346 hectares au niveau national".

Le ministre de l'Intérieur a expliqué que le finance-

ment de ces zones s'inscrivait dans le cadre de la "mise en œuvre du programme pilote relatif à la création de micro-zones d'activité au niveau national comprenant 142 micro-zones d'activité sur une superficie de 433 hectares, auxquelles une enveloppe de près de 15 mds DA a été allouée en tant que coût initial".

Il a affirmé que ce projet intervenait "en application des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à relancer l'investissement économique et à assurer un environnement à même de faciliter l'investissement et d'assurer le foncier économique destiné à l'investissement".

Ce projet prévoit "dans une première étape, la création de deux ou trois micro zones d'activité au niveau de chaque wilaya", a-t-il souligné, précisant que les superficies de ces zones ont été fixées à 5

hectares, lotis en lots de 200 à 500 m2 en fonction des besoins des micro-entreprises".

Selon les explications de M. Merad, ce projet prend en ligne de compte plusieurs principes, notamment l'exclusion des terres à vocation agricole et le regroupement des micro-entreprises aux besoins communs, en tenant compte des caractéristiques du territoire et de la nature des activités existantes dans chaque wilaya.

Dans ce cadre, il a souligné que le secteur "a entrepris plusieurs mesures visant à redynamiser le rôle économique des collectivités locales et à adapter les textes réglementaires régissant la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales, dont l'introduction de dispositions dans l'avant-projet des codes communal et de wilaya en vue de fournir la base légale pour la création, la

gestion et l'octroi du foncier par les communes au niveau des micro-zones d'activités, et la révision du rôle et des missions de la caisse".

A cette occasion, le ministre de l'Intérieur a présenté un exposé détaillé sur la stratégie adoptée par le secteur en 2023, en ce qui concerne la prise en charge des programmes de développement liés à ladite caisse. Au volet fonctionnement, M. Merad a fait état de "l'affectation de 537 milliards de DA durant l'exercice en cours, dont 392 milliards de DA représentant les affectations de l'Etat accordées aux collectivités locales par le biais de cette caisse, et 145 milliards de DA des ressources propres de la caisse ayant permis de couvrir les dépenses obligatoires et les autres dépenses liées à la gestion du service public". Pour ce qui est de l'équipement, il a fait état de

UNE VINGTAINE DE PROJETS INNOVANTS PRÉSENTÉS À LA SIPSA FILIHA

## L'innovation à l'honneur

La 21<sup>ème</sup> édition du Salon international de l'Agriculture, de l'élevage et de l'agro-industrie (Sipsa Filiha) se distingue cette année par la réservation tout un stand, baptisé « Village des startups». Il est dédié exclusivement pour la présentation des projets innovants.

Par Zahir R

**A**dli Chibani, responsable de l'espace village startup au niveau de Sipsa Filiha a précisé que ce dernier regroupe les 20 meilleurs projets innovants de jeunes ayant participé à un concours africain. En effet, l'objectif est de créer de visibilité pour ces startups et identifier la solution par les entreprises participantes à ce salon et de vérifier si la solution est adaptée à la problématique existantes sur le terrain, de chercher des partenaires dans le salon, détaille-t-il. Parmi les participants, on trouve le représentant de la startup « Shmes Wa Tebrid». Une startup installée à Oran et représentée à cet événement par Nourredine Chirigaine.

«Notre projet c'est la fabrication du système frigorifique 100% autonome qui fonctionne un courant en continu. Il peut s'adapter à des installations fixe ou mobile (les chambre froide ou les camions)», détaille-t-il. En effet, cette innovation pré-

sente une solution pour les agriculteurs basés dans des zones enclavés et leur garantissent la préservation de la production tout au long de la chaîne de la distribution.

« L'avantage de cette innovation n'a besoin d'un réseau électrique. Elle est 100% autonome et n'a pas besoin d'onduleur solaire. Elle utilise directement l'énergie des batteries. Il n'a besoin également du carburant. C'est un système qui peut s'adapter au fixe ou mobile. Du simple frigo jusqu'à hangar. Donc cette solution intéresse à plusieurs secteurs (l'agriculture, la pêche, la santé l'industrie, la distribution). L'autre avantage c'est l'autonomie et la flexibilité», a expliqué Chirigaine dans une déclaration accordée à nos soins. Il a affirmé ce kit contribue à la préservation de la qualité des produits destinés à l'exportation et également c'est un système écologique qui peut être une valeur ajoutée surtout à l'exportation.

L'autre projet innovant présenté au «Village des startups» Sipsa Filiha c'est celui de Volta Gaz. Présenté par Djelabet Youcef, ce

projet garantie de l'énergie nomade. Il consiste à l'installation d'un réservoir garantissant à la fois du GPL et un autre pour l'utilisation des groupes électrogènes et pommes à irrigation. Le tout le Il est commodité par une application et le réservoir du GPL est connecté à un téléphone portable. Le représentant a expliqué que Volta Gaz est une solution rapide et efficace, garantissant une économie à 80% pour l'essence et 70% pour le gaz.

Ainsi, la solution contribuera à l'augmentation des surfaces à exploiter, réduire la charge sur les réseaux électriques et la création d'emploi.

Dans le domaine phytosanitaire, des innovations ont été également présentées. Le porteur du projet innovant Bio wall, Messaoudene Abdelhadi, étudiant vétérinaire de l'université de Batna 1 a précisé que ce projet est destiné pour la production de produit Algérienne et à 100% bio avec des phytobiotiques pour la nutrition et santé animale. « On est dans l'étape de projet innovant en cours de labellisation, après on va s'atta-

quer à notre business», affirme-t-il. Quant à Koudache Youba, un autre étudiant en agronomie a participé avec un projet consistant à la d'un produit bio à partir de la valorisation des margines. « Transformer ce déchet oléicole à un produit bio pour combattre plusieurs champignons notamment la famille qui affecte l'olivier. Le projet est actuellement en phase de laboratoire des essais.

Une autre startup appartenant à l'agence ADK stratégies, créée en France par un jeune algérien, a été également présentée lors de cet événement. Il s'agit de ARTICHOUX, une startup dans l'agroalimentaire. L'objectif c'est de casser la chaîne des intermédiaires, en proposant des produits bio de la terre au consommateur direct. « Nous voulons accompagner les institutions publiques pour la concrétisation de leurs cantines 2.0, en fournissant des produits et ingrédients adéquats à tous le monde dans le milieu du travail», conclut-il.

LE MINISTRE DU TRAVAIL L'A SOULIGNÉ

## L'Algérie veille à la consécration des valeurs fondamentales de l'OMT et de l'OAT

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb a mis en avant l'attachement de l'Algérie, depuis son indépendance, à consacrer les valeurs fondamentales des organisations internationale et arabe du travail (OMT et OAT), notamment le principe de la tripartite et la mise en place d'un climat d'entente au profit des intervenants dans le monde du travail, indique, mardi, le ministère dans un communiqué.

Dans son allocution à l'occasion de la participation de l'Algérie avec une délégation tripartite, lundi aux travaux de la 49<sup>ème</sup> session de la Conférence arabe du travail au Caire (Egypte), M. Bentaleb a relevé "le contexte exceptionnel et particulier de cette réunion qui implique une plus grande coopération arabe dans divers domaines pour assurer un avenir meilleur aux générations futures", soulignant que l'Algérie a œuvré, depuis son indépendance, à "consacrer les valeurs fondamentales de l'OMT et de l'OAT, notamment le principe de la tripartite et la mise en place d'un climat d'entente au profit des intervenants dans le monde du travail".

Et d'ajouter que "les multiples espaces de concertation et de dialogue sociaux offerts en Algérie ont permis aux partenaires socioéconomiques de consacrer les droits et libertés garantis par la Constitution de 2020, qui a renforcé la protection des droits et libertés démocratiques, particulièrement dans le domaine des libertés syndicales".

Le ministre a cité "la promulgation de deux nouvelles lois, une relative à l'exercice du droit syndical, et une autre sur la prévention et le règlement des conflits collectifs de travail et l'exercice du droit de grève", lesquelles constituent "un nouveau jalon qui s'ajoute aux acquis de notre pays dans le domaine de la promotion du dialogue social et de la consécration des valeurs de concertation et de paix dans le monde du travail".

Par ailleurs, M. Bentaleb a relevé "l'importance d'une vision juste vis-à-vis de la situation du peuple palestinien, face à la souffrance, à la discrimination et à la violation de ses principes et de ses droits fondamentaux dans le travail", appelant à "mobiliser davantage de soutien en faveur de la cause palestinienne".

Faisant part de la grande satisfaction de l'Algérie suite au retour de la Syrie, pays frère, au sein de la Ligue arabe, le ministre a invité l'OAT à tenir la réunion de la 99<sup>e</sup> session de son conseil d'administration en Algérie, ajoute le communiqué.

R E.

R E.

### ACQUISITION DE 10 AÉRONEFS PAR LEASING

## Air Algérie proroge le délai de réception des offres

**L**a compagnie aérienne nationale, Air Algérie, a prorogé, jusqu'au 29 mai, le délai de réception des offres relatives à l'opération d'acquisition de 10 aéronefs sous forme de leasing, a affirmé mardi son porte-parole, Amine Andaloussi. Consulté par l'APS, l'avis de prorogation du délai, paru mardi dans la presse nationale, indique que "l'EPE/SPA Air Algérie informe les soumissionnaires intéressés par la consultation internationale n: 01/AH-DG/2023, relative au leasing opérationnel (Dry lease) d'une flotte pouvant atteindre dix (10 aéronefs) que la date limite de réception des offres, fixée initialement au 22 mai 2023, a été prorogée jusqu'au 29 mai 2023 avant 12H00 (heure locale)". Cette consultation internationale a pour

objet le leasing opérationnel de 6 avions gros porteurs (quatre aéronefs A330-200/300 GE et deux A330-900), ainsi que 4 autres avions moyens porteurs de modèle (deux aéronefs B737-800 et deux B737-9 Max).

Outre l'acquisition de 10 aéronefs par leasing, Air Algérie avait également lancé un marché pour l'acquisition d'une flotte de 15 aéronefs, dont l'attribution provisoire a été accordée aux constructeurs aéronautiques Boeing et Airbus. Le marché des moyens porteurs (8 avions) a été attribué à l'américain Boeing, tandis que celui des gros porteurs (7 avions) a été attribué à l'euro-péen Airbus.

Dans ce sens, Air Algérie avait signé mercredi passé un contrat avec le constructeur américain Boeing pour

l'acquisition de ses huit avions moyens porteurs, dont les premières livraisons devraient avoir lieu en 2027.

Le contrat avec Airbus pour l'acquisition des 7 autres avions devrait être signé "prochainement", selon les responsables d'Air Algérie.

L'acquisition des 15 aéronefs neufs par Air Algérie a été décidée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui avait autorisé, lors du Conseil des ministres tenu le 8 mai 2022, la compagnie aérienne Air Algérie à acquérir 15 avions pour l'ouverture de nouvelles lignes, notamment vers des pays africains et asiatiques.

R E.

### TASSILI AIRLINES

## De nouvelles dessertes domestiques à compter de juillet

**L**a compagnie de transport aérien Tassili Airlines (TAL) a annoncé mardi dans un communiqué le renforcement de ses dessertes régulières domestiques, à compter du mois de juillet prochain, par la mise en place d'une nouvelle fréquence bihebdomadaire entre Alger et Bechar en aller-retour, et d'une liaison supplémentaire sur El Oued.

"Tassili Airlines compagnie aérienne nationale, étend son réseau de transport régulier domestique, par la mise en place d'une nouvelle liaison bihebdomadaire, reliant Alger à Bechar en aller-retour et ce, chaque dimanche et mercredi, à compter du 5 juillet 2023", a fait savoir la même source.

Aussi, la compagnie a annoncé l'application d'une tarification promotionnelle de lancement de "moins - 30%" sur la ligne Alger-Bechar-Alger, précisant que cette offre est "soumise à conditions et dans la limite des sièges disponibles".

La desserte Alger-Bechar-Alger de dimanche décollera à partir d'Alger à 8h du matin pour une arrivée à Béchar prévue à 10h, alors que le retour est programmé de Béchar à 10h40 pour une arrivée à l'aéroport d'Alger annoncée à 12h40, selon un programme communiqué par la compagnie.

Concernant cette même liaison programmée également chaque mercredi, elle décollera à partir d'Alger à 19h

pour une arrivée à Béchar prévue à 21h, alors que le retour de Béchar est planifié à 21h40 pour une arrivée à l'escale d'Alger prévue à 23h40, selon le programme. Par ailleurs, la compagnie a annoncé dans son communiqué qu'"une liaison supplémentaire sur El Oued, sera opérée chaque dimanche à compter du 9 juillet 2023 et ce, en renforcement à la rotation existante programmée chaque vendredi".

La desserte supplémentaire Alger-El Oued-Alger de dimanche décollera à partir d'Alger à 13h30 pour une arrivée à El Oued prévue à 14h40, alors que le retour est programmé d'El Oued à 15h20 pour une arrivée à l'aéroport d'Alger annoncée à

16h30, selon le programme de la compagnie.

A noter que la liaison de vendredi entre Alger et El Oued en aller-retour est programmée avec un départ d'Alger à 9h pour une arrivée à El Oued à 10h10, tandis que le vol retour d'El Oued décollera à 14h pour atterrir à Alger à 15h10.

Pour rappel, Tassili Airlines filiale à 100% du Groupe SONATRACH, est une compagnie aérienne nationale, spécialisée dans le transport des professionnels du secteur pétrolier et para pétrolier, au service également du transport grand public domestique et international, depuis mars 2013.

R E.

ESCALE DU NAVIRE DE CROISIÈRE « SILVER CLOUD » À ANNABA

**Plus de 200 touristes débarquent en ville**

Plus de 200 touristes étrangers, principalement des États-Uniens, ont débarqué dimanche 21 mai, au port d'Annaba, aux environs de treize heures. Ils étaient à bord du navire de croisière « SILVER CLOUD », de type Passenger (Cruise), naviguant actuellement sous le pavillon de Bahamas, comme nous avons pu le constater sur place.

En provenance de Trapani en Italie, les croisiéristes ont été accueillis à leur descente du navire par des guides de « Magic Tours », une agence touristique spécialisée dans ce type de tourisme de croisière, basée à Alger. Un programme riche et diversifié a été prévu par les organisateurs au profit de ces touristes. La première étape de la visite des touristes américains a été la basilique de Saint Augustin, ainsi que la cité antique qui précède Annaba. La construction de cette dernière, à l'époque coloniale, précisément en 1848, s'est achevée près de soixante ans plus tard, en 1909. Sur place, des explications sur la vie de Saint Augustin, qui était à la fois philosophe, théologien, pasteur et, pourrait-on dire, poète, considéré comme l'un des personnages marquants de l'histoire de l'humanité, ont été fournies aux visiteurs. Ensuite, ils ont visité la mosquée de Abou Merouane Echarif, située dans la vieille ville, communément appelée la Place d'Armes, construite en 1033 par le souverain ziride Al-Muizz Ben Badis. Outre une promenade à pied sur le Cours de la Révolution, la place publique la plus importante d'Annaba, les touristes ont également été invités à visiter la côte maritime de la ville, où la mer fait partie intégrante du paysage urbain. Cette côte est considérée comme l'une des plus belles du pays et bénéficie d'une corniche aménagée. Ils ont également eu l'occasion de découvrir le mont de l'Edough, doté d'un écosystème unique.

**TIZI-OUZOU**

**Lancement du concours du meilleur agriculteur et éleveur de la wilaya**

*La 4e édition du concours du meilleur agriculteur et éleveur de la wilaya de Tizi-Ouzou, organisée par la Chambre d'agriculture de la wilaya (CAW) est ouverte, a-t-on appris dimanche des organisateurs.*

**O**nze filières, à savoir la céréaliculture, l'élevage bovin laitier, l'oléiculture, l'oléifaction, l'élevage caprin, l'aviculture (poule pondeuse), la viticulture, la cuniculture, l'agrumiculture, l'arboriculture et l'apiculture sont concernées par ce concours, a indiqué à l'APS le président de la CAW, Hamid Saidani. Cette compétition vise à encourager les agriculteurs et les éleveurs à poursuivre leurs efforts en matière d'amélioration du rendement et de la qualité des produits agricoles et des élevages, a noté M. Saidani. Il a fait savoir que les inscriptions à ce concours se poursuivront jusqu'au 30 juin prochain et les intéressés peuvent retirer le for-



mulaire de participation au niveau des structures agricoles les plus proches, dont les subdivisions agricoles, la Caisse régionale de la mutualité agricole (CRMA), la direction des services agricoles, la Banque de l'Agriculture et du développement rural (BADR), la coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) et la CAW.

L'éleveur ou l'agriculteur aura à fournir (en remplissant la fiche d'inscription) certaines données concernant son activité. Il s'agit notamment de la nature de l'activité elle-même, de la superficie de l'exploitation, la superficie fourragère, le numéro de l'agrément sanitaire et l'effectif, selon le document qui précise que le candidat ne peut concourir

que dans une seule filière. Une première évaluation des candidatures se fera au niveau de la CAW pour dégager les 10 meilleures candidatures. Des sorties seront ensuite effectuées sur le terrain pour visiter chacune des exploitations en compétition en vue de les évaluer de visu, a expliqué M. Saidani. La date de remise des prix aux lauréats n'est pas encore arrêtée, a indiqué le président de la CAW, soulignant que la Chambre réfléchit à la manière de donner plus de visibilité à la cérémonie de remise du prix, celle de l'année dernière "n'ayant pas eu l'écho souhaité car elle était +noyée+ dans les activités de célébration de la Journée nationale de vulgarisation agricole (1er octobre)".

**AÏN OUARKA (NAAMA)**

**La concrétisation du plan d'aménagement de la zone d'expansion touristique offrira 1.300 nouveaux lits**

**L**e ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche, a annoncé à Nâama l'attribution de plus d'un milliard et 330 millions DA pour l'aménagement de la zone d'expansion touristique d'Aïn Ouarka, commune d'Asla, au sud-est de la wilaya, qui offrira 1.300 nouveaux lits. A l'issue de son inspection du bain minéral traditionnel d'Aïn Ouarka, le ministre a indiqué dimanche que cette dernière sera renforcée après la réalisation des installations programmées au sein du plan d'aménagement de la zone d'expansion touristique d'Aïn Ouarka (2.324 hectares) avec 1.300 nouveaux lits, en plus de créer environ 1.500 emplois. M. Didouche a souligné que la

zone d'expansion touristique de l'Oasis de Tiout (195 hectares) connaîtra "prochainement" l'octroi de prêts pour financer un plan d'aménagement fournissant une base foncière pour le programme des projets d'investissement, dans le cadre de l'implantation de pôles touristiques dans cette wilaya, qui dispose de grandes potentialités et de ressources touristiques. Le même responsable a souligné que la wilaya a besoin d'investisseurs de niveau pour réaliser des projets qui fourniraient des structures et des services touristiques qui jetteraient les bases de la promotion de divers types de tourisme : environnemental, thermal, religieux et autres. Lors de la remise de l'autorisation d'exercer l'activité d'une

"structure d'hébergement auprès des résidents" à Benmiloud Abdelkader, au niveau de l'ancien Ksar de la commune de Tiout, le ministre a insisté sur la nécessité de diffuser cette formule pour renforcer les capacités d'accueil des touristes et de mettre en valeur les us et coutumes et le style architectural de la wilaya, indiquant que toutes les facilités sont assurées par son département ministériel pour les opérateurs intéressés par cette activité. Au site touristique et historique de la citadelle de Cheikh Bouâmama, dans la commune de Meghrar, il a souligné l'importance de promouvoir le tourisme religieux et d'attirer les touristes pour visiter les sites des anciennes mosquées,

zaouias et monuments patrimoniaux et religieux de la wilaya. M. Didouche a également souligné l'importance de la promotion des sites archéologiques et touristiques et la nécessité d'investir dans les énormes capacités disponibles dans le sud de la wilaya de Nâama pour contribuer à la relance du tourisme saharien. Il a également inspecté le projet de réhabilitation de l'hôtel Mekther dans la zone de Sidi Boudjemâa, dans la commune de Sefra, doté d'un budget de 500 millions de DA. La visite du ministre du Tourisme et de l'Artisanat dans la wilaya de Nâama se poursuit, lundi, dans sa deuxième et dernière journée, par l'inspection de plusieurs projets.

**MILA**

**Le médiateur de la République supervise la distribution de décisions d'investissement**

**L**e médiateur de la République, Madjid Ammour en compagnie du wali de Mila Mustapha Koreiche, a procédé dimanche soir à Oued Seggane (sud de Mila) à la remise de 17 décisions concernant l'exploitation de projets d'investissement à travers le territoire de la wilaya. Il s'agit de 4 décisions d'autorisation exceptionnelles pour la réalisation de stations de services, 2 décisions de modification, 4 actes de concession, 6 actes de concession agricole en plus de décision de réservation d'un lot de terrain à la zone industrielle Chahid Tounsi Nasri de Chelghoum Laid au profit du jeune Ramzi Bounmeur ayant décroché récemment

le label de start-up pour la concrétisation de son projet, remis par M. Ammour en marge de l'inspection d'une unité de statut privé pour la production de feuilles et bands en acier à la commune Oued Seggane d'une capacité de production annuelle atteignant les 45.000 tonnes. Dans une déclaration à la presse locale, le médiateur de la République a indiqué que ce qu'il constaté durant la première journée de sa visite à Mila reflète le fruit de la levée des contraintes sur plusieurs projets d'investissement, et l'octroi des autorisations d'exploitation aux concernés leur permettant de mettre leurs projet en service et entamer la produc-

tion au service de l'économie de la wilaya. Il a ajouté que ce qui a été réalisé en matière de projet de développement dans plusieurs segments à Mila "contribuera à rattraper les lacunes enregistrées et l'amélioration du cadre de vie des citoyens". M. Ammour en compagnie des autorités locales de Mila a écouté, après l'inspection de projets d'investissement et projets de développement réalisés dans plusieurs zones d'ombre, les préoccupations de représentants d'un nombre de mechtas de la commune Chelghoum Laid, comme les mechtas "Hab Errih", "Ouled Driss", "Bir Hachem" et les habitants de mechta "El

Fadlia" dans la commune Yahia Ben Gacha et "Draâ Ben Khelfa" dans la commune Tibargant qui se sont axées (les préoccupations) sur le logement, l'amélioration des services publics et de santé ainsi que l'aménagement des routes et le raccordement aux réseaux divers en plus du renforcement de l'éclairage public et des eaux d'irrigation et l'électricité agricole. M. Madjid Ammour poursuivra sa visite de trois jours à Mila par l'inspection lundi de la vieille ville de Mila (Vieux Mila), la mosquée Abou Mouhadjir Dinar après la tenue d'une rencontre avec la société civile au cabinet du wali.

SELON UN RAPPORT D'OXFAM

# Les milliardaires américains sont 30% plus riches depuis le Covid-19

Alors que la date limite de dépôt des déclarations d'impôts sur le revenu approche à grands pas, Oxfam America a renouvelé ses appels à taxer les ultrariches tout en publiant une analyse montrant qu'un nombre croissant de milliardaires américains a vu sa richesse augmenter de près d'un tiers depuis le début de la pandémie de Covid-19 et de près de 90 % au cours de la dernière décennie.

« **L'**inégalité des richesses aux États-Unis est plus extrême et plus dangereuse que l'inégalité des revenus, et nous devons changer notre approche afin de taxer efficacement les richesses comme les revenus » a déclaré l'organisation caritative dans une introduction au rapport intitulé *Tax Wealth, Tackle Inequality* [Taxer les richesses, s'attaquer aux inégalités, NdT]. Sur la base des données de Forbes, le rapport révèle que « les milliardaires américains sont presque un tiers plus riches (plus mille milliards de dollars, en termes réels) qu'ils ne l'étaient au début de la pandémie en 2020 », tandis que la richesse globale des milliardaires américains a grimpé de 86 % depuis 2013.

Le nombre de milliardaires américains – qui sont aujourd'hui plus de 700 – est également supérieur de près de 60 % à ce qu'il était il y a dix ans, selon l'analyse.

Comme le souligne le rapport : Dans le même temps, notre pays compte une « sous-classe permanente » de familles de travailleurs qui se voient refuser leurs droits économiques, sont piégées dans la pauvreté et ne parviennent pas à accumuler des richesses, quels que soient les efforts qu'elles déploient. Les données d'Oxfam montrent que près d'un tiers de la main-d'œuvre américaine gagne moins de 15 dollars de l'heure. La moitié des femmes de couleur qui travaillent gagnent moins de 15,14 dollars.

L'écart de richesse entre les races s'est en fait creusé depuis les années 1980, et il est aujourd'hui proche de ce qu'il était en 1950. Le ménage noir américain moyen ne dispose actuellement que d'environ 12 cents de richesse pour chaque dollar [1 dollar = 100 cents, NdT] du ménage blanc américain moyen.

Et si l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes n'a pratiquement pas bougé en vingt ans, l'écart de richesse entre les hommes et les femmes est beaucoup plus important. Une étude a révélé un écart de richesse brut entre les sexes, les femmes possédant 32 cents pour chaque dollar de richesse masculine. Pour les femmes de couleur, l'écart est encore plus important.



« À une époque où les ultra-riches accumulent des niveaux de richesse historiques et dangereux, un impôt fédéral sur la fortune offre un outil vital et nécessaire pour remédier directement à l'inégalité extrême des richesses, ainsi que pour faire progresser la justice raciale, s'attaquer à la crise climatique et protéger la démocratie », a fait valoir Oxfam. « Il rappelle également que l'impasse actuelle sur le plafond de la dette est une conséquence des allègements fiscaux accordés aux ultra-riches. » [Ces allègements entraînent un déficit de recettes fiscales, lequel déficit ne permet pas de financer le budget fédéral. Des emprunts fédéraux doivent alors être émis pour couvrir les dépenses notamment militaires, creusant encore la dette fédérale, NdT]

Oxfam exhorte le Congrès et l'administration Biden à adopter une législation telle que l'Ultra-millionaire Tax Act de la sénatrice Elizabeth Warren (Démocrate, Massachusetts), qui imposerait une taxe annuelle de 2 % sur la valeur nette des ménages et des trusts dépassant 50 millions de dollars, ainsi qu'une surtaxe annuelle de 1 % sur les milliardaires. Selon une analyse réalisée par Emmanuel Saez et Gabriel Zucman, économistes à l'université de Californie, à Berkeley, cette taxe rap-

porterait au moins 3 000 milliards de dollars sur 10 ans sans augmenter les impôts de 99,95 % des ménages américains dont le patrimoine est inférieur à 50 millions de dollars.

Citant des chiffres de l'Institute for Policy Studies et de Patriotic Millionaires, l'analyse d'Oxfam a montré que :

L'impôt sur la fortune proposé par la sénatrice Warren, basé sur l'imposition des seuls milliardaires américains, rapporterait 114 milliards de dollars par an, ce qui est plus que suffisant pour rétablir le crédit d'impôt pour enfants.

Un impôt annuel net sur la fortune pourrait rapporter plus d'un demi-billion de dollars (582,6 milliards de dollars) chaque année, en imposant plus que les seuls milliardaires et en appliquant des taux légèrement plus élevés : 2 % pour les patrimoines supérieurs à 5 millions de dollars, 3 % pour les patrimoines supérieurs à 50 millions de dollars et 5 % pour les patrimoines supérieurs à 1 milliard de dollars. Si un impôt net sur la fortune de 6,9 % avait été appliqué depuis 2013, la fortune des milliardaires serait restée simplement constante.

« Le Jour de l'impôt nous rappelle que le système fiscal ne bénéficie pas aux Américains ordinaires. Il est conçu pour favoriser les plus riches de notre société », a déclaré

Nabil Ahmed, directeur de la justice économique d'Oxfam America. « Les ultra-riches sont assis sur des montagnes de richesses qui restent largement épargnées par les impôts, et leurs richesses insensées sont en grande partie le résultat d'une politique publique intentionnelle. »

« Nous devons mettre en œuvre des impôts stratégiques sur la fortune si nous voulons avoir une chance de réduire ce type d'inégalité de richesse de l'âge d'or qui permet aux super-riches d'avoir la mainmise sur notre économie », a poursuivi Ahmed.

« Il est essentiel de taxer les ultrariches pour lutter contre l'inégalité extrême des richesses et protéger notre démocratie de la menace de l'oligarchie, mais cela est également essentiel pour faire progresser la justice raciale et climatique, des liens auxquels nous devons prêter plus d'attention », a-t-il ajouté. « Il est également évident que l'impasse politique autour du plafond de la dette est une conséquence des réductions d'impôts accordées aux plus riches. »

Source : Brett Wilkins, *Common Dreams*  
Traduit par les lecteurs du site *Les-Crises*

## MAROC

## Le gouvernement approuve une rallonge de 980 millions \$ au budget 2023

L'économie marocaine reste vulnérable aux chocs climatiques et aux pressions inflationnistes mondiales. Pour faire face à ces vents contraires, elle a bénéficié en avril d'un appui financier de 5 milliards \$ du FMI.

Le gouvernement du Maroc a approuvé une rallonge de 10 milliards de Dirhams (environ 982 millions \$) au budget 2023 afin de faire face aux dépenses de certains ministères et institutions. C'est ce que rapportent plusieurs médias locaux.

Ce budget additionnel permettra d'accompagner de nombreux projets en cours, notamment dans les secteurs de l'eau et de l'énergie avec près de 5,5 milliards de dirhams alloués.

4 milliards de dirhams iront au profit de l'Office national de l'électricité et de l'eau potable (ONEE), dans le cadre de la mise en œuvre du contrat-programme 2023-2027. Une enveloppe de 1,5 milliard de dirhams servira à couvrir les dépenses supplémentaires du programme national pour l'approvisionnement en eau potable et l'irrigation 2020-2027.

Le secteur du tourisme recevra 1,2 milliard de dirhams pour la mise en œuvre de la feuille de route 2023-2026. Et pour finir, 3,2 milliards de dirhams de dépenses additionnelles seront orientés vers la préservation du pouvoir d'achat pour faire face aux répercussions de l'inflation.

Cette décision intervient dans un contexte marqué par la sécheresse qui frappe de plein fouet le pays d'Afrique du Nord ainsi que les effets persistants des pressions inflationnistes mondiales. En 2022, l'inflation globale a atteint 6,6% avec une croissance du PIB réel à 1,1%, selon les données du FMI.

En avril dernier, l'institution de Bretton Woods a apporté un appui financier au royaume chérifien d'un montant de 5 milliards \$ sur deux ans, dans le cadre d'une ligne de crédit modulable, afin de soutenir la mise en œuvre des réformes structurelles destinées à renforcer son économie en pleine crise inflationniste.

Pour 2023, le Fonds table sur une inflation en baisse à 4,6% en 2023 avec une croissance projetée à 3%.

## MAURITANIE

## Lancement d'une formation sur la gestion des risques chimiques dans les établissements à haut risque

Une formation sur la gestion des risques chimiques dans les installations à haut risque s'est ouverte, lundi à Nouadhibou, sous la supervision du secrétaire général de l'Autorité de la zone franche de nouadhibou, M. Mohamed Lemine Ould Bah.

Cette formation a été organisée en coopération entre l'Autorité de la zone franche de Nouadhibou, l'Union européenne et l'Autorité nationale de radioprotection, de sécurité et de sûreté nucléaire sur les rayonnements chimiques.

Cette formation, la première du genre, dont bénéficient 20 personnes, vise à permettre aux participants de connaître les moyens les plus efficaces pour faire face aux catastrophes naturelles afin d'élaborer une stratégie

pour réduire les émissions chimiques nocives pour la santé humaine et réduire les risques de catastrophes, qu'elles surviennent lentement ou de manière brusque, provoquant une modification de l'environnement, de la vie humaine et de son environnement social et environnemental.

M. Mohamed Lemine Ould Bah, secrétaire général de l'Autorité de la Zone Franche de Nouadhibou, a confirmé lors de l'inauguration des travaux de cette session qui durera trois jours, que l'Autorité nationale de Radioprotection, de Sécurité et de Sûreté nucléaire et l'Autorité de la Zone Franche de Nouadhibou visent à travers cette session pour former 20 employés dans ce domaine et informer les acteurs et les personnes intéres-

sées sur les risques industriels auxquels ils peuvent être exposés, les moyens d'assurer leur sécurité et la manière de traiter ces produits chimiques utilisés dans les domaines industriels.

À son tour, M. Ahmed Bezeid Al-Didda, secrétaire exécutif de l'Autorité nationale de radioprotection, de sécurité et de sûreté nucléaire, a averti que cette activité est liée aux produits chimiques à l'intérieur ou à l'extérieur des installations chimiques, ce qui représente un danger pour les personnes, les biens et l'environnement, en insistant sur l'importance de la sécurité du transport des matières dangereuses et des installations à haut risque où elles interfèrent.

## TUNISIE

## Tunis prévoit d'investir 11,6 milliards USD dans le développement ferroviaire

Dans le cadre de sa politique nationale des transports, la Tunisie a attribué une fonction stratégique au secteur ferroviaire, en en faisant la première cible de son plan de report modal.

La Tunisie envisage d'investir 36 milliards de dinars (environ 11,6 milliards USD) pour développer le transport ferroviaire à l'horizon 2040, a annoncé cette semaine le ministre des Transport, Rabie Majidi (photo), à l'occasion de la 17ème édition du salon ferroviaire du Moyen-Orient, à Abu Dhabi. Cet investissement s'aligne sur la vision stratégique 2040 du secteur du transport et la logistique qui intègre 47 projets d'infrastructures nécessitant 68 milliards de dinars. Les fonds consacrés aux projets ferroviaires seront mobilisés en grande partie dans le cadre de partenariats public-privé (PPP), notamment pour le métro de Sfax, le métro léger du Grand Tunis et les travaux d'extension du réseau ferroviaire rapide (RFR) de cette même région.

Le pays procédera aussi à l'étude de faisabilité du projet d'interconnexion ferroviaire avec la Libye et l'Algérie, avec des raccordements prévus vers l'Afrique de



l'Ouest. D'autres réalisations prévues concernent la rénovation et l'acquisition de matériel roulant, en l'occurrence des wagons pour accroître les volumes de

phosphate transportés via chemin de fer. L'objectif est de porter le flux annuel à 9 millions de tonnes.

## RESTRUCTURATION IMPOSÉE PAR LE FMI (TUNISIE)

## La Steg sous l'emprise des réformes

La réforme des entreprises publiques est, aujourd'hui, nécessaire, mais elle doit résulter d'un débat national, axé sur la préservation des droits socioéconomiques des citoyens ainsi que du rôle social de l'Etat, mais aussi la résilience économique de l'entreprise publique.

Dans le cadre de la série des rencontres-débats « OTE talk » sur « la dette, les institutions financières internationales et leurs impacts », organisées périodiquement par l'Observatoire tunisien de l'économie (OTE), la restructuration de la Société tunisienne de l'électricité et du gaz (Steg) était au rendez-vous, vu sa crise financière actuelle, qui pourrait être résolue grâce à un plan de restructuration finan-

cière et de modernisation visant à renforcer la gouvernance interne et externe de la société.

Cette rencontre, qui traite toujours la réforme des entreprises publiques imposée dans le cadre des négociations avec le Fonds monétaire international (FMI), a été marquée par la présence de Atef Bouabdallah, membre du conseil d'administration de la Steg et membre de la Fédération de l'électricité et du gaz (Fgeg), affiliée à l'Uggt, Ameni Ben Sik Ali, membre de l'OTE, et Wael Ouinifi, journaliste au sein du média « Al Qatiba ».

## Les ajustements de prix, une décision de l'Etat

Le débat était une occasion pour comprendre l'augmentation, récente et très

critiquée, de la facture énergétique chez les Tunisiens.

Lors de son intervention, Wael Ouinifi a présenté une analyse de l'impact de la levée des subventions sur l'électricité, recommandée par le FMI, sur les citoyens et entreprises, en mettant particulièrement l'accent sur la classe moyenne. Il a, à cet effet, révélé que la Steg subventionne la consommation à moyenne tension (zones industrielles) à hauteur de 30% de la facture, tandis que pour la basse tension (ménages), la subvention atteint 46% pour l'électricité et dépasse même les 60% pour le gaz.

Ouinifi a, aussi, examiné les conséquences de cette mesure, mettant en évi-

dence la suppression progressive par le gouvernement des paliers de consommation une fois que la consommation dépasse le seuil de 200 kWh par mois.

Il a souligné que cette levée de subvention affecterait directement non seulement les ménages aisés, comme le gouvernement le soutient, mais surtout la classe moyenne. L'intervenant a relevé aussi le problème de la perte énergétique et a soulevé la question de l'endettement de l'Etat et des institutions publiques auprès de l'entreprise, qui pèsent lourd sur sa résilience et sa soutenabilité.

MALGRÉ LA BAISSÉ DE SES INVESTISSEMENTS EN AFRIQUE EN 2022

## Le continent demeure une priorité pour Proparco

L'année dernière, l'Afrique était une fois encore la principale bénéficiaire des engagements de Proparco à travers le monde. Sauf que, les investissements de cette filiale de l'Agence française de développement ont baissé à 1 024 millions d'euros en 2022 sur le continent, contre 1 218 millions d'euros en 2021.

Proparco, qui a pour premier actionnaire l'Agence française de développement (AFD) avec 79,76 %, a publié mardi 16 mai dernier son rapport d'impact et ses chiffres clés pour l'année 2022. Dans ces documents, l'institution en charge du financement du secteur privé dans les pays émergents affirme avoir engagé un montant global de 1 024 millions d'euros en Afrique, ce qui représente 45 % de ses investissements.

Par rapport aux autres régions, (Amérique latine et Caraïbes, Moyen-Orient et Asie), l'Afrique a encore été la principale bénéficiaire des engagements de Proparco au cours de l'année écoulée. Cependant ses engagements sont en recul en glissement annuel. En 2021, Proparco avait engagé 1 218 millions d'euros en Afrique, représentant 53 % du montant total de ses autorisations. La structure que dirige Françoise Lombard depuis 2022 n'a pas commenté cette baisse de ses engagements en Afrique au cours de l'année dernière.

Proparco, qui a concentré près de la moitié de ses investissements en Afrique en 2022, a davantage financé des très petites entreprises (TPE) et des petites et moyennes



entreprises (PME) via des prêts, des prises de participations, des mécanismes de garantie. Parmi ces principales opérations figure l'octroi d'une facilité de crédit de 100 millions \$ au groupe bancaire sud-africain FirstRand Bank, le décaissement d'un prêt senior à long terme de 80 millions \$ en faveur d'Investec Bank en Afrique du Sud. Au-delà du secteur financier, Proparco a également soutenu les start-up africaines

en 2022 via le fonds Araf qui cible les exploitants agricoles d'Afrique de l'Est et de l'Ouest et via l'initiative Choose Africa. Si les engagements de Proparco ont progressé en Afrique en 2022, ils ont par contre progressé en Asie (passant de 387 millions d'euros en 2021 à 396 millions d'euros en 2022) et au Moyen-Orient (passant de 204 millions d'euros en 2021 à 214 millions d'euros en 2022).

### DOLLAR AMÉRICAIN

## De nouveau au-dessus de la barre des 600 francs CFA

Comme c'est le cas pour de nombreuses régions du monde, l'Afrique n'échappe pas aux défis qui découlent des variations qui affectent la monnaie américaine. Les pays de la zone franc CFA résistent tant bien que mal, malgré l'accord de stabilité avec l'euro.

Au 21 mai 2023, le dollar américain s'échangeait à un peu plus de 606,7 FCFA d'Afrique de l'Ouest, ce qui représente une augmentation de 3,4 % depuis le début du mois de mai. La valeur de la devise américaine a lentement progressé au cours des 30 jours précédents, mettant ainsi les pays utilisant le franc CFA face à une nouvelle pression sur leurs réserves de change en raison d'une facture d'importation plus élevée que celle des exportations.

Une fois de plus, la faute ne vient pas des zones monétaires d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale. En effet, parmi les 16 autres monnaies africaines de référence suivies par African Markets, 14 d'entre elles affichent une dépréciation face au dollar américain depuis le début de l'année 2023. Au-delà des implications liées à l'attachement à l'euro des pays de la zone franc, il existe des dynamiques propres à la monnaie américaine qui peuvent expliquer cette situation.

La remontée du dollar est une surprise pour plusieurs acteurs du marché, car en début d'année, un consensus élevé prévoyait une dépréciation de la valeur du billet vert. De nombreuses hy-



pothèses sur l'effondrement de cette monnaie ont même été avancées, arguant du déclin de la règle selon laquelle elle est principalement utilisée pour l'achat de pétrole, la principale matière première mondiale. Des liens entre la Russie, les pays arabes, les BRICS et la Chine prédisaient le début de la fin de la demande de dollars. La récente progression mensuelle peut donc sembler surprenante, mais des faits économiques survenus au sein de l'économie américaine peuvent l'expliquer tout en lui donnant une perspective.

### COBALT

## Voici les cinq plus grands producteurs africains

Par rapport à 2022, la demande annuelle mondiale de cobalt devrait plus que doubler d'ici 2030, atteignant 388 000 tonnes. Avec la hausse de sa production, l'Indonésie devrait en profiter, aux côtés du leader du marché, la RDC. Mais certains pays africains peuvent aussi se positionner. La production mondiale de cobalt est dominée par la RDC, avec plus de 70 % de l'offre totale en 2022. Mais il ne s'agit pas du seul pays africain à en produire, puisque le dernier rapport du Cobalt Institute mentionne également 4 autres pays africains.

Si le document n'indique pas les quantités produites, l'Agence Ecofin y a tout de même appris que Madagascar est resté le deuxième producteur africain l'année dernière, devançant le Maroc, qui abrite la seule mine du continent produisant uniquement du cobalt. Ce top 5 africain est complété par la Zambie et l'Afrique du Sud, deux pays où le cobalt est un sous-produit de l'exploitation d'autres métaux comme le cuivre ou le nickel.

### Répartition de la production de cobalt par pays

Sur le plan du raffinage, la Chine domine le marché mondial avec 76 % de la production totale raffinée de cobalt en 2022, contre 74 % l'année précédente. Bien que leader de la production minière, la RDC n'arrive qu'au 7ème rang mondial des pays raffineurs de cobalt, avec 1 % de l'offre totale, devancée par Madagascar (2 %) et suivie du Maroc (1 %).

### LE MÉGA-CONTRAT « MINES CONTRE INFRASTRUCTURES »

## Au centre d'une visite de six jours du président congolais en Chine

L'Inspection générale congolaise des finances a estimé, dans un récent rapport consacré à l'évaluation du « contrat du siècle », que les entreprises chinoises ont déjà engrangé 10 milliards de dollars alors que leurs investissements dans les infrastructures se sont limités à 822 millions de dollars depuis 2008. Le président congolais, Felix Tshisekedi (photo), effectuera une visite d'Etat en Chine du 24 au 29 mai prochains, selon un communiqué publié ce lundi 22 mai par le ministère chinois des Affaires étrangères. La porte-parole de la diplomatie

chinoise, Mao Ning, a également précisé lors d'un point de presse que M. Tshisekedi devrait rencontrer son homologue chinois, Xi Jinping, indiquant que les deux dirigeants « assisteront ensemble à une cérémonie de signature d'accords de coopération », sans plus de précision. La renégociation du méga-contrat « ressources naturelles contre infrastructures » signé entre la RD Congo et la Chine en 2008, sous le règne de l'ancien président Joseph Kabila, sera au centre des entretiens entre M. Tshisekedi et les responsables chinois, ont cependant précisé des sources proches du

dossier à Bloomberg. L'Inspection générale congolaise des finances (IGF) avait dénoncé, dans un rapport publié, en février dernier, les « déséquilibres » de ce contrat minier de plus de 6 milliards de dollars, tout en exigeant 17 milliards de dollars d'investissements supplémentaires dans les infrastructures.

En vertu de ce deal baptisé « le contrat du siècle », les groupes chinois Sinohydro Corporation et China Railway Engineering Corporation ont accepté de construire des infrastructures (routes, ponts, hôpitaux, fourniture de l'eau potable, etc.) en échange d'une partici-

pation de 68 % dans la Société sino-congolaise des mines (Sicomines), une coentreprise spécialisée dans l'exploitation du cuivre et du cobalt avec la société minière publique congolaise Gécamines. Les investisseurs chinois se sont engagés à consacrer 3 milliards de dollars à des projets d'infrastructure, mais l'IGF a demandé que cet engagement soit porté à 20 milliards de dollars, afin de « refléter la valeur réelle des concessions minières que la Gécamines a apportées à l'accord ».

## ENERGIE

**L'Europe a été « sauvée par un don de Dieu » l'hiver dernier, dit l'Arabie saoudite, « le pire reste à venir », prévient le Qatar**

Lors d'un forum à Doha, ce mardi, Saad Al-Kaabi, le ministre de l'énergie du Qatar, a averti que l'Europe risque de manquer d'énergie dans le futur « s'ils n'en prennent pas conscience, s'ils n'ont pas de plan adéquat, s'ils ne diabolisent pas les compagnies pétrolières et gazières et s'ils ne s'assoient pas avec les producteurs ».

Pour le ministre saoudien de l'Énergie, le prince Abdelaziz ben Salmane l'Europe a été « sauvée par un don de Dieu » l'hiver dernier, et la sécurité énergétique mondiale est menacée par les « politiques de la fuite en avant ». C'est un fait, l'Europe fait face à une crise de l'énergie suite à l'arrêt des exportations de gaz russe. Mais pour le ministre de l'Énergie du Qatar, Saad Al-Kaabi, la situation est bien plus grave que ce que les gouvernements européens laissent entendre. « La seule chose qui a sauvé l'humanité et l'Europe cette année a été un hiver chaud et le ralentissement de l'économie », a-t-il déclaré ce mardi, lors d'un forum à Doha. Selon lui, « si l'économie commence à s'emballer en 2024 à cause d'un hiver normal, je pense que le pire reste à venir ». « S'ils n'en prennent pas conscience, s'ils n'ont pas de plan adéquat, s'ils ne diabolisent pas les compagnies pétrolières et gazières et s'ils ne s'assoient pas avec les producteurs », les Européens devront faire face à une « réalité (qui) s'imposera », a averti le ministre qatari.

Il rejoint ainsi le ministre saoudien de l'Énergie, le prince Abdelaziz ben Salmane. Ce dernier a estimé que l'Europe avait été « sauvée par un don de Dieu » l'hiver dernier, et que la sécurité énergétique mondiale était menacée par les « politiques de la fuite en avant », en référence aux considérations environnementales opposées aux hydrocarbures. « La sécurité énergétique est entravée. Nous manquons de capacité, car les pays n'investissent pas dans le pétrole et le gaz », a ajouté le ministre saoudien, la monarchie du Golfe étant le premier exportateur d'or noir au monde. « On parle d'hydrogène bleu, vert, violet, rose, mais en fin de compte, qui sera preneur? Quel sera le prix? », a-t-il ironisé.

« Nous ne parlons pas de pétrole, ni de gaz. Nous parlons du soi-disant carburant le plus propre et le plus vert de l'avenir. Et pourtant, il n'y a pas d'ache-

teurs », a-t-il fustigé.

Les pays du Golfe mettent largement en avant des politiques de décarbonation mais insistent régulièrement sur l'importance d'investir davantage dans le gaz et le pétrole pour répondre à la demande mondiale.

Les Emirats arabes unis, qui accueillent cette année la conférence de l'ONU sur le climat (COP 28) appellent eux aussi à promouvoir les politiques de captages de CO<sub>2</sub> émis par l'industrie des hydrocarbures au lieu de s'en remettre aux énergies vertes.

**L'Europe en manque de gaz**

A l'origine de la menace d'un manque d'énergie en Europe se trouve évidemment dans l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Après avoir établi plusieurs salves de sanctions à l'encontre de Moscou, les Européens se sont retrouvés confrontés à un revers de bâton provenant du Kremlin qui a tout simplement arrêté d'exporter son gaz à ses voisins de l'Ouest, à la fin de l'été dernier. Problème, l'Union européenne était le premier acheteur de gaz russe avec, en 2021, près de 45% de ses importations de gaz naturel qui provenaient de Russie, et que Moscou était le premier fournisseur en pétrole de l'UE, « loin devant le deuxième, qui était les États-Unis en 2020 et la Norvège en 2021 », d'après Eurostat.

Pour combler le manque de gaz russe et craignant une pénurie de gaz lors de l'hiver dernier, l'Europe s'est tournée vers le gaz naturel liquéfié (GNL). Au total, l'UE a importé 155 milliards de m<sup>3</sup> de GNL en 2022, soit 60% de plus qu'en 2021 d'après le groupe de réflexion IEEFA (Institute for Energy Economics and Financial Analysis). La plupart du GNL importé l'année dernière provenait des États-Unis (+143% par rapport à 2021), du Qatar (+23%) mais aussi de Russie (+12%).

Au final, si la pénurie a été évitée cet hiver, le ministre de l'Énergie du Qatar affirme que l'Europe n'est pas sortie d'affaires. Et ce scénario pessimiste est

aussi celui de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) qui avait annoncé, en décembre qu'en cas d'arrêt total des livraisons de gaz russe et sans effort pour réduire ses besoins, l'UE pourrait manquer de gaz à l'hiver 2023/2024. Ce n'est pourtant pas la trajectoire qui se dessine. Interrogé récemment par La Tribune, Jean-Pierre Clamadieu, le président d'Engie, indiquait :

« A ce stade, nous sommes confiants dans le fait que nous passerons l'hiver prochain sans difficulté majeure. Il faudra parvenir à retrouver les économies d'énergie de l'hiver précédent et être très attentifs à l'accès au GNL. Mais pour l'instant, les indicateurs sont au vert. En moyenne, entre 150 et 160 bateaux de GNL débarquent chaque mois en Europe, contre 40 avant la crise. »

**Le Qatar en quête d'accords commerciaux avec le Vieux continent**

Le riche Qatar cherche à sceller des contrats de longue durée avec les États européens qui, pour la plupart, s'y sont longtemps refusés malgré leur quête effrénée d'alternatives aux hydrocarbures russes.

Le marché européen est, en effet, un gigantesque marché. L'UE entend importer 50 milliards de m<sup>3</sup> supplémentaires de GNL auprès du Qatar, des États-Unis, d'Azerbaïdjan, de l'Égypte et de l'Afrique de l'Ouest. Plusieurs projets ont, en effet, été amorcés ces derniers mois. Outre le Qatar, l'Allemagne s'est, par exemple, tournée vers le Sénégal. En septembre dernier, le Nigeria a, lui, promis de plus grandes quantités de GNL à l'Europe, annonçant une « décision finale » d'investissement à venir au sujet d'un nouveau gazoduc de 10 milliards de dollars prévu à cet effet et qui passera par le Niger et l'Algérie. Avec ses mots alarmistes, le ministre Qatari entend bien convaincre les 27 de faire appel à ses nombreuses réserves pour passer au chaud les prochains hivers.

## FMI

**L'économie britannique sera finalement en légère croissance cette année**

Le Fonds monétaire international (FMI) a révisé mardi ses prévisions pour l'économie britannique à la hausse, qu'elle entrevoit en légère croissance cette année, alors qu'elle tablait dans ses précédentes projections sur une contraction du Produit intérieur brut (PIB). Le PIB du Royaume-Uni est désormais attendu en hausse de 0,4% pour l'ensemble de 2023, alors que le FMI avait prévu une baisse de 0,3% dans ses projections publiées en avril. « Soutenue par une demande résiliente dans le contexte de la baisse des prix de l'énergie, l'économie britannique devrait éviter une récession et maintenir une croissance positive en 2023 », affirme le FMI dans un communiqué. Mais après une croissance de 4,1% en 2022, « l'activité économique a considérablement ralenti (...) et l'inflation reste obstinément élevée » dans la foulée de la guerre en Ukraine mais aussi « dans une certaine mesure les pénuries de main-d'œuvre » suite à la pandémie, prévient l'institution.

Le rapport du FMI publié mardi « montre une grande amélioration des prévisions de croissance du Royaume-Uni et reconnaît notre action pour rétablir la stabilité et maîtriser l'inflation », a fait valoir Le ministre britannique des Finances Jeremy Hunt dans un communiqué. « Si nous nous en tenons à notre plan, le FMI confirme que nos perspectives de croissance à long terme sont plus fortes qu'en Allemagne, en France et en Italie », affirme Jeremy Hunt. Dans ses projections de mardi, le FMI estime que la croissance britannique devrait atteindre 1% en 2024, grâce à la réduction de l'inflation, et se situer en moyenne autour de 2% en 2025 et 2026. L'inflation, est à plus de 10% au Royaume-Uni, la plus forte des pays du G7. Pour lutter contre les hausses de prix, la Banque d'Angleterre (BoE) a relevé ses taux à 12 reprises depuis fin 2021. Selon le FMI, la banque centrale devra poursuivre sa politique monétaire restrictive pour ramener l'inflation à son objectif de 2% et la politique budgétaire du gouvernement doit contribuer à cette « lutte contre l'inflation, tout en protégeant les services publics essentiels et les personnes vulnérables ».

## ÉTATS-UNIS

**Le PDG de TikTok croit en la révocation de son interdiction au Montana**

Le PDG de TikTok s'est dit « confiant » mardi, après le lancement par l'entreprise chinoise d'une procédure aux États-Unis pour faire annuler l'interdiction de l'application ultra-populaire auprès des jeunes par l'État du Montana. « On vient juste de lancer une action en justice, l'affaire est devant les tribunaux et nous sommes confiants dans l'idée que nous obtiendrons gain de cause », a déclaré Shou Zi Chew lors d'un forum économique au Qatar.

## ITALIE

**Des fonds d'urgence pour les zones inondées**

Le gouvernement italien va débloquer mardi des fonds d'urgence pour les régions du nord-est, touchées par les inondations sans précédent, qui ont fait 14 morts. Des dizaines de milliers de personnes ont été déplacées, et des milliers d'hectares de terres agricoles sont sous les eaux. Le gouvernement de Giorgia Meloni, aux prises avec des mesures d'économie indispensables, devrait débloquent, dans un premier temps, au moins 100 millions d'euros d'aide d'urgence au profit des zones sinistrées d'Emilie-Romagne : une région considérée comme « le verger de l'Italie », où les dégâts, encore inquantifiables, s'annoncent records. Six mois de pluie sont tombés en seulement 36 heures la semaine

dernière, faisant sortir de leur lit une vingtaine de rivières, transformant les rues en fleuves de boue et submergeant de vastes étendues de terres agricoles et nombreux élevages. Ces mouvements d'eau et de terre ont entraîné la découverte de 14 vieilles bombes qui ont été éliminées par les artificiers de l'armée. « Ces derniers jours nous avons trouvé 14 bombes militaires, dont la majeure partie ne pouvait pas exploser, mais par précaution les artificiers de l'armée les ont toutes faites détonner », a indiqué à l'AFP une source militaire locale, sans pouvoir préciser de quelle guerre dataient ces bombes. Le syndicat agricole Coldiretti a lancé une alerte concernant ce problème, le passage des tracteurs étant suscep-

tible de déclencher une explosion.

Outre les pertes en vies humaines, l'Emilie-Romagne, l'une des régions les plus riches d'Italie qui contribue à elle seule à près de 10% du PIB national, a subi des dommages économiques impossibles à quantifier de manière précise à ce stade. Selon le syndicat d'agriculteurs Confagricoltura, au moins 10 millions d'arbres fruitiers devront être arrachés, un chiffre qui pourrait même atteindre 40 millions. Plus de 600 routes étaient encore fermées lundi, la région ayant estimé ce week-end qu'environ 620 millions d'euros étaient nécessaires pour rétablir le réseau routier. Les écoles de Ravenne ont rouvert mardi mais celles de la ville proche de Forlì ne

rouvriront que mercredi, des routes étant encore impraticables. Le président de l'Emilie-Romagne, Stefano Bonaccini, a demandé dans l'immédiat un gel des remboursements de prêts immobiliers, taxes et impôts pour les familles et les entreprises dans les zones les plus touchées et à plus long terme un plan global « pour la reconstruction, l'entretien et la sécurité du territoire ». Selon les experts, le changement climatique dû à l'activité humaine accroît l'intensité et la fréquence des phénomènes météorologiques extrêmes, tels que les vagues de chaleur, les sécheresses et les incendies de forêt, mais aussi les tempêtes accompagnées de fortes pluies.

## USA

## Wall Street termine en ordre dispersé, suspendue aux discussions sur la dette...

La Bourse de New York a clôturé en ordre dispersé lundi alors que le volume d'échanges a été modeste en attendant de nouveaux pourparlers sur le plafond de la dette des Etats-Unis.

L'indice Dow Jones a cédé 0,42%, Le Nasdaq, à forte coloration technologique, a gagné 0,50% et le S&P 500 est resté stable (+0,02%), selon des résultats provisoires.

## ... Nouvelle hausse de ventes de logements neufs en avril

Le Département du Commerce des Etats-Unis annonce une hausse de 4,1% des ventes de logements neufs au mois d'avril, pour atteindre un volume annualisé et corrigé des variations saisonnières de 683.000, supérieur au consensus de marché. Le mois précédent, les ventes avaient déjà grimpé de 4% (chiffre révisé par rapport aux +9,6% de l'estimation initiale). A 433.000, le stock de logements neufs prêts à la vente représentait à fin avril une offre de 7,6 mois au rythme d'écoulement actuel.

## CHINE

## Les Bourses ouvrent en ordre dispersé

Les Bourses chinoises ont ouvert indécises mardi 23 mai, sur fond d'incertitude persistante vis-à-vis des négociations tendues aux États-Unis sur le relèvement du plafond de la dette américaine.

Dans les premiers échanges à Hong Kong, l'indice Hang Seng gagnait 0,18% à 19.713,46 points.

De son côté, l'indice composite de la Bourse de Shanghai abandonnait 0,05% à 3.294,79 points, tandis que la place de Shenzhen était en baisse infime de 0,61 point à 2.038,35 points.

## PARIS

## Dans le rouge après les indices PMI en Europe

En retrait de 0,8% vers 7420Pts, le CAC40 débute la séance dans le rouge au lendemain d'un repli de l'indice-phare parisien de 0,2% à 7478 points, et alors que les discussions sur le plafond de la dette américaine continuent de dominer les esprits.

La réunion de lundi soir entre Joe Biden et le républicain Kevin McCarthy n'a pas encore débouché sur un compromis dans ce dossier. Il ne reste que quelques jours pour trouver un accord, prévenait-on pourtant lundi matin chez Commerzbank.

Néanmoins, cette réunion semble avoir été constructive selon Deutsche Bank, rapportant des propos volontaristes tenus à la fois par le président de la Chambre des Représentants et par le locataire de la Maison Blanche à l'issue de leur rencontre.

En attendant d'en apprendre davantage sur ce dossier, les opérateurs ont pris connais-

sance ce mardi matin des indices d'activité PMI composites (en estimation flash) pour le mois de mai.

A 51,4 en mai, l'indice HCOB PMI composite a signalé une nouvelle croissance mensuelle du secteur privé français, mais en repli par rapport à avril (52,4), il indique un ralentissement de l'expansion globale, tendance reflétant un ralentissement dans le secteur des services.

L'indice PMI composite HCOB de l'activité globale dans la zone euro s'est contracté de 54,1 en avril à 53,3 ce mois-ci en estimation flash, signalant une cinquième hausse consécutive de l'activité du secteur privé dans la région, mais à un rythme ra-

lenti. Dans l'actualité des valeurs à Paris, Société Générale -où Slawomir Krupa doit prendre les fonctions de directeur général ce jour- a fait part lundi soir de la finalisation de l'acquisition de LeasePlan, par sa filiale de services de mobilité ALD. Bonduelle annonce la nomination de Xavier Unkovic à la direction générale, nomination qui prendra effet le 1er juin.

Jusqu'à cette date, la direction générale du groupe agroalimentaire sera assurée par Christophe Bonduelle, président du conseil d'administration. L'Etat français détient, à la clôture de son OPAS, 3.908.590.275 actions EDF, soit 97,69% du capital et au moins 98,04% des droits de vote, et

130.829.543 OCEANE, soit 99,97% du nombre d'OCEANE en circulation, selon un communiqué de Bercy.

Ce résultat rendant possible la mise en oeuvre d'un retrait obligatoire, l'Etat a adressé à l'AMF une demande en ce sens afin de se voir transférer l'ensemble des titres non apportés à l'offre, aux prix de 12 euros par action et 15,52 euros par OCEANE.

Faurecia annonce avoir signé un contrat pour céder à Cummins une partie de ses activités dans le domaine du post-traitement des gaz d'échappement de véhicules utilitaires en Europe et aux Etats-Unis.

## MARCHÉS DES MATIÈRES PREMIÈRES

## Le calme avant la tempête, selon le rapport Cyclope

Les cours des matières premières, qui connaissent depuis quelques mois une relative accalmie, sont dans une situation de «calme avant la tempête», notamment en ce qui concerne les métaux rares, essentiels dans la transition énergétique, a estimé Philippe Chalmin, principal coordinateur du guide annuel des matières premières Cyclope.

Il rappelle que 2022 a été le théâtre de plusieurs crises : une crise énergétique, résultat de la reprise économique, puis de la guerre en Ukraine, «qui semble presque se normaliser tout en maintenant quand même de fortes tensions» ; une crise agricole, qui est «un petit peu aussi derrière nous». «Paradoxalement, l'année a été relativement calme sur les marchés des métaux, même si c'est là que nous ressentons aujourd'hui les tensions potentielles à venir les plus grandes», ajoute Philippe Chalmin, fondateur de la société d'études Cyclope, dont le 37e rapport annuel est paru mardi (éditions Economica).

## «Aggravation des situations climatiques»

Le LME Index, un indice qui intègre les prix de l'aluminium, du cuivre, du plomb, du nickel, de l'étain et du zinc échangés sur la Bourse des métaux de Londres (LME), a atteint 3669,70 points la semaine dernière, son plus bas niveau depuis plus de 6 mois. L'indice était en baisse de plus de 6% depuis le début de l'année. Certains de ces métaux

très demandés sont notamment utilisés pour produire des batteries pour véhicules électriques.

«Nous sommes dans des situations pratiquement excédentaires, même si quand on se projette à trois, quatre ans, la faiblesse de capacités nouvelles de production et ce qu'on anticipe des besoins liés à la transition énergétique font craindre effectivement des situations de pénuries, à partir de 2025/26, et certainement aux alentours de 2030», a indiqué Philippe Chalmin dans un entretien à l'AFP.

Toutefois, «s'il est un produit qui devrait nous agiter dans les années à venir, ce sera le cuivre», a souligné l'économiste, compte tenu du rôle crucial de ce métal pour conduire le courant, en pleine électrification des usages. Le cuivre est également tombé à un prix plus vu depuis fin novembre 2022 sur le London Metal Exchange la semaine dernière, à 8088,50 dollars la tonne, un peu plus d'un an après avoir atteint son record historique en mars 2022, dans la foulée du début de l'invasion russe de l'Ukraine. Il a depuis dévissé d'environ 25%.

«On a l'impression que finalement, les crises sont passées, alors que nous voyons une aggravation des situations climatiques, que la transition énergétique est de plus en plus une urgence planétaire et que celle-ci a été dessinée - je pense particulièrement au cas européen-, sans véritablement se préoccuper de l'approvisionnement nécessaire en matières premières», a ajouté Philippe Chalmin.

## JAPON

## La Bourse de Tokyo file vers une 9e séance de hausse d'affilée

Jusqu'où ira-t-elle? La Bourse de Tokyo se dirigeait mardi 23 mai vers une neuvième séance de hausse consécutive, semblant toujours immunisée pour l'instant contre les négociations tendues aux États-Unis sur le relèvement du plafond de la dette américaine. L'indice vedette Nikkei gagnait 0,8% à 31.334,28 points vers 01H20 GMT et l'indice élargi Topix avançait de 0,54% à 2.187,60 points.

La Bourse de Tokyo a retrouvé depuis la semaine dernière ses plus hauts niveaux depuis août 1990, profitant de divers facteurs positifs dont la faiblesse persistante du yen et un regain d'intérêt d'investisseurs étrangers pour les valeurs nippones. Une rencontre lundi entre le président américain Joe Biden et le chef républicain Kevin McCarthy n'a pas permis de trouver un accord pour relever le plafond de la

dette américaine, pourtant nécessaire pour éviter une situation de défaut de paiement des États-Unis dès début juin. Ce suspense pèse notamment sur Wall Street, qui a fini lundi en ordre dispersé.

## SoftBank Group vend Fortress

SoftBank Group (+0,05% à 5.221 yens) va vendre le fonds d'investissement new-yorkais Fortress à Mudabala, le fonds souverain d'Abou Dhabi, pour un montant non dévoilé mais qui d'après l'agence Bloomberg pourrait valoriser Fortress à hauteur de quelque deux milliards de dollars. SoftBank avait acquis Fortress en 2017, et Mudabala était déjà un actionnaire minoritaire de ce fonds à hauteur de près de 10%. Fortress gère actuellement quelque 46 milliards de dollars d'actifs dans le monde pour le compte de plus de

1.900 investisseurs institutionnels et privés. La cession à Mudabala devrait être finalisée au premier trimestre 2024, selon un communiqué publié lundi.

## Du côté des devises et du pétrole

Le cours dollar/yen était quasi stable, un dollar s'échangeant pour 138,64 yens vers 01H15 GMT contre 138,60 yens lundi à 21H00 GMT. Le cours euro/yen était parfaitement inchangé à un euro pour 149,86 yens. Et la monnaie européenne valait 1,0808 dollar contre 1,0813 dollar lundi à 21H00 GMT.

Le marché du pétrole était en hausse: vers 01H10 GMT le baril de WTI américain prenait 0,4% à 72,34 dollars et le baril de Brent de la mer du Nord avançait de 0,34% à 76,25 dollars.

VOUS EN RÊVIEZ ? SPACETOP L'A FAIT

## Un ordinateur portable avec écrans virtuels devant vous

*Sightful vient de lancer un tout nouveau produit baptisé Spacetop, qui pourrait changer les ordinateurs portables à l'avenir. En remplaçant l'écran par des lunettes de réalité augmentée, cet appareil permet de travailler n'importe où sur un grand écran virtuel.*

La prochaine grande évolution dans l'informatique fera-t-elle disparaître les écrans ? C'est en tout cas l'idée de l'entreprise Sightful, qui propose Spacetop, le premier ordinateur portable sans écran physique. À la place, l'appareil est accompagné d'une paire de lunettes de réalité augmentée afin de projeter les fenêtres des logiciels sur un écran virtuel.

Spacetop veut libérer les utilisateurs des petits écrans d'ordinateurs portables, afin de travailler plus confortablement sur un écran virtuel qui mesure jusqu'à 100 pouces (2,54 mètres). Les lunettes sont fabriquées par Nreal avec une définition Full HD (1 920 x 1 080

pixels) pour chaque œil et un système audio intégré. Une définition tout de même assez basse pour un affichage virtuel aussi grand. Sightful met également en avant la protection de la vie privée, puisqu'il est possible de travailler dans les lieux publics sans craindre que quelqu'un d'autre puisse voir son écran.

**Une architecture mobile**  
Toutefois, l'intérieur de cet appareil ressemble davantage à un smartphone qu'un ordinateur, puisqu'il utilise une architecture ARM. Il s'appuie sur un SoC Qualcomm Snapdragon 865, qui intègre une puce graphique Aredeno 650, accompagné de 8 Go de mémoire vive et 256 Go de stockage. Il est compatible Wi-Fi 6 et Blue-



tooth 5.1 et offre deux ports USB-C ainsi qu'une caméra de 5 mégapixels pour les vidéoconférences. Le système d'exploitation est Spacetop OS, un dérivé d'Android, qui serait plus adapté à la réalité virtuelle qu'un système d'exploitation de PC. Malgré l'absence d'écran, l'ordinateur pèse tout de même 1,5 kilogramme. Le

Spacetop est disponible en accès anticipé pour 2 000 dollars (1 850 euros) pour les 1 000 premiers inscrits. Il s'agit d'un prix assez élevé pour un ordinateur peu puissant, mais c'est le tout premier modèle d'une nouvelle gamme d'appareils qui pourraient peut-être remplacer nos ordinateurs actuels.

## L'informatique du futur se dessine avec Google Quantum AI

Des chercheurs de chez Google Quantum AI ont réussi à créer et à tresser des anyons non abéliens. Cette avancée ouvre la voie aux ordinateurs quantiques topologiques, plus résistants au bruit. Parmi les différentes variantes de l'informatique quantique, on trouve l'ordinateur quantique topologique. Ce système, très théorique, repose sur des quasiparticules appelées anyons non abéliens, qui étaient tout aussi théoriques jusqu'à présent. Dans un article publié dans la revue Nature, des chercheurs de Google Quantum AI expliquent comment ils ont réussi à utiliser un processeur quantique supraconducteur pour observer le comportement des anyons non abéliens pour la première fois. Dans un ordinateur quantique topologique, des anyons non abéliens sont utilisés pour créer des portes logiques. Ces quasi-particules ont un comportement très particulier. Normalement, lorsque deux particules absolument identiques sont échangées, il n'est pas possible de savoir que l'échange a eu lieu, puisqu'elles sont identiques. Toutefois, dans un système en deux dimensions, les anyons non abéliens constituent l'exception à cette règle.

### Vers un ordinateur quantique résistant au bruit

Les chercheurs de Google Quantum AI ont réussi à créer ces quasi-particules, et à observer leur comportement. Un échange de deux particules a créé une différence mesurable dans leur état quantique. Ils ont pu également observer les lignes d'univers des anyons non abéliens (leur tracé en quatre dimensions) s'enrouler l'une autour de l'autre pour créer des tresses.

Ces propriétés particulières permettront d'utiliser ces quasi-particules pour former des qubits topologiques, véritable base du calcul quantique. Cette approche est plus résistante au bruit et permettrait notamment de limiter le problème de la décohérence quantique. Ces résultats viennent s'ajouter à ceux de l'entreprise Quantum publiés la semaine dernière, qui a également réussi à créer et à tresser des anyons non abéliens.

FRANCE

## Des étudiants inventent un spray pour conserver plus longtemps les fruits et légumes



Ce n'est encore qu'un projet étudiant. Mais sur le papier, l'idée paraît en tout cas astucieuse pour réduire le gaspillage alimentaire. Dans le cadre de leurs études, les élèves de l'École nationale supérieure de chimie de Rennes ont été invités à plancher sur la manière dont on cuisinait à la maison et sur les moyens d'améliorer la pratique. Délaissant les ustensiles, l'un des groupes s'est intéressé à la conservation des fruits et des légumes. Des aliments qu'il vaut mieux consommer rapidement pour profiter pleinement de leurs saveurs et de leurs qualités nutritionnelles, mais aussi pour éviter les moisissures qui prennent un malin plaisir à s'inviter dans les frigos et les corbeilles à fruits.

Pour empêcher ces vilains champignons de s'attaquer aux fraises ou aux tomates, les futurs chimistes ont imaginé un spray permettant de conserver plus longtemps les fruits

et les légumes. « Ce n'est pas un produit miracle qui va permettre de les conserver pendant plusieurs semaines mais au moins quelques jours de plus », assure Louis-Benoît Ars, inscrit en première année du cycle ingénieur.

### Protecteur, biodégradable et comestible

Encore au stade de concept, leur projet, lauréat du premier prix, repose sur l'utilisation du chitosane, une substance dérivée de la chitine, que l'on retrouve notamment dans les carapaces des crevettes et crustacés. Mélangé dans l'eau à de l'acide lactique puis vaporisé à l'aide du spray, le chitosane va permettre de créer une sorte de protection autour de l'aliment, le rendant imperméable aux gaz extérieurs. « Ses propriétés antifongiques permettent d'éviter toute oxydation prématurée des fruits et légumes », souligne Lou Estines.

### APRÈS SON DÉPART DE SEABUBBLES

## Alain Thébault lance The Jet, son nouveau bateau volant

ur la Seine à l'approche des Jeux olympiques de 2024, mais ce ne sera pas Alain Thébault, l'un de ses concepteurs promoteurs en 2015, qui sera aux commandes. La start-up a été reprise fin 2020 par le fond d'investissement Mediapps Innovation. Et le navigateur entrepreneur s'en est allé de l'autre côté des Alpes, en Suisse.

Il y a créé une autre société qui s'est donné pour objectif de développer un nouvel engin, plus vélocité et plus grand. « J'ai discuté avec de nombreux spécialistes, et j'ai fait évoluer mon concept, confie-t-il. Nous avons redessiné une bulle, plus effilée et plus grande, qui peut fonctionner grâce à deux piles à combustible, alimentée à l'hydrogène afin de gagner en autonomie par rapport aux batteries. Cela permettra à la fois d'agrandir l'habitacle et de transporter jusqu'à une douzaine de passagers, et (cet engin) pourra naviguer jusqu'à 40 nœuds [environ 70 km/h]. »

Baptisé The Jet zéro émission, l'engin est en cours de développement en Suisse. Dimanche 30 janvier, la société a enregistré sa première précommande de la part de Zenith Marine Services, une société familiale spécialiste du fret au Moyen-Orient, et de Dwyn, le fonds d'investissement d'Arnaud Mallèvre, un ancien cadre de Microsoft et Roche, installé à Dubaï. Ces derniers exploiteront ensuite dans le Golfe le futur bateau, promis à la fois « sans vague, sans bruit et sans émission de CO2 ». L'objectif est une exploitation pour la COP28, la conférence des Nations unies sur le changement climatique, qui aura lieu aux Emirats arabes unis en novembre 2023.

# MOTS CROISÉS

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3			■							
4				■				■		
5					■					
6						■				
7				■						
8					■					
9			■							
10									■	

## Grille 1

### Horizontalement

1 Indulgence.2 Eparpillâmes.3 Conjonction.- Restes.4 Soustrait.- Que d'eau!- Se retrouva un jour à 4 pattes.5 Ou la fiancée de marbre.- Fils de Jacob.6 Retirasse.- Beau parleur.7 Petite symphonie de Friedrich Witt, longtemps attribuée à Beethoven.- Devançâs.8 A la fin.- Poèmes.9 En Chaldée.- Peuple de l'antiquité (au singulier).10 Plus d'un a connu Jésus.

### Verticalement

1 Epoque secondaire.2 Baguettes de chimiste.3 Jeune volonté.- Provient.4 Titre d'anoblissement.- Prière.5 Certains docteurs.- Agent secret.6 Personnel.- Préposition.- Différent de l'un au vu le nombre de ses doigts.7 Cachera.- Ile ou fleuve.8 Coule en Suède.- Poète français.9 Braverait.10 Séparasses le sucre des mélasses.

## Grille 2

### Horizontalement

1 Soldat ottoman.2 Eperdues par un sentiment puissant.3 Revenant.4 Existant.- Parfois bécot.5 Trop tendre.- Houspilles.6 Compagnes du temps jadis.- Ancienne monnaie.7 Carte.- Cher!8 Flanquerait.9 Protection.- Possède.- Soleil.10 Fautes contre la syntaxe.

### Verticalement

1 Plaintes.2 Néthou.- Explora le Mississipi.3 De quoi faire la bombe.- Zéro!4 Souverain musulman.- Samos ou Ephèse...5 Pré&nom masculin.6 Palindrome.- Fatiguerai.7 Langue sémitique.- Rayons.8 Se jette dans l'Océan Arctique.9 Filets.- Choqué.10 Préposition.- Beaucoup de qualificatifs, suivant leur état.- Champion.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3									■	
4						■				
5				■				■		
6	■						■			
7			■							
8										■
9					■			■		
10										

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

## Grille Muette

### Horizontalement

1 Souterrains.2 Décision.3 Convendra.- Traverse Pise.4 Musique moderne.5 Relatif.- Coutumes.6 Vraiment charmées.7 Religieux.- Ville des Hautes-Alpes.8 Posséda.- Etude sur plusieurs heures.9 Monuments funéraires.10 Capitale asiatique.- Note.

### Verticalement

1 Expression de pneu.2 Souvent qualifié de pauvre.- Liée.3 Héritier présomptif.4 Interjection.- Indéfini.- Ile.5 Qualifie le Peuple du caoutchouc.- Conjonction.6 Grecque.- Parcourut des yeux.- En Belgique.7 Botte célèbre.- On aime qu'il soit bon.8 Irlande.- Ni plus ni moins.9 Négation.- Utilisateur.10 Suivent une certaine mode.- Evalue.

## L'ACTION STELLANTIS

**Elle rapporte 13 fois plus que l'action Ferrari !**

Contre toute attente, l'action Ferrari, dont la capitalisation boursière (pour une seule marque !) vient de dépasser celle de Stellantis et ses 15 marques, rapporte en réalité de la roupie de sansonnet face au groupe franco-italo-américain. À choisir, il vaut donc mieux investir dans le second, plutôt que dans la marque de luxe !

**L'**an dernier, le "petit" constructeur de véhicules ultra-sportifs et luxueux Ferrari a vendu 13 221 autos. Dans le même temps, Stellantis, et sa galaxie de 15 marques dans le monde en a écoulé... 5,8 millions ! Et pourtant, tel David contre Goliath, le petit italien revendique aujourd'hui, et depuis le 9 mai 2023, une valorisation boursière supérieure à celle du groupe franco-italo-américain. Soit à date 50,5 milliards de dollars, contre 48,33 milliards. Excusez du peu, c'est une performance remarquable. Mais alors, faut-il se ruer sur les actions Ferrari ? Que nenni ! Car contre toute attente, si sa valorisation boursière est énorme, chaque action ne rapporte presque rien ! On a fait le calcul,

et en réalité, l'action Stellantis rapporte 13 fois plus ! En effet, selon les données du site rendementbourse.com, qui historise les performances en bourse de toutes les entreprises cotées, pour une valeur de 276 € (valeur d'aujourd'hui), Ferrari a distribué pour l'année 2022 un dividende de 1,81 €, soit un rendement de 0,66 % seulement. Oui, c'est très peu. Et même si on sait que le rendement ne fait pas tout, c'est à comparer, du côté de Stellantis, à une action qui vaut 15,43 €, et qui a rapporté en 2022 1,34 €, soit un rendement de 8,7 % ! Oui, si l'on calcule, son rendement est bien 13 fois supérieur ! Ford fait encore mieux que Stellantis (et Volkswagen se comporte bizarrement) Si l'on compare ces deux entreprises

aujourd'hui, c'est parce que la valorisation de l'une a dépassé celle de l'autre, mais concrètement, ce n'est pas Stellantis qui a l'action au meilleur rendement. Ce serait plutôt Ford. On met de côté le groupe Volkswagen, qui a connu en 2022 une distribution de dividendes carrément extraterrestre, et pas conforme à la tendance des dernières années... Voici un tableau des rendements des marques et groupes automobiles les plus importants. Vous nous excuserez si quelques erreurs se sont glissées. Nous ne sommes pas spécialistes de la bourse, le site rendementbourse.com est parfois compliqué à interpréter, et surtout, certaines marques ou groupes sont cotés sur plusieurs marchés, et on ne sait pas toujours quel chiffre est le plus représentatif, ou le bon...

## CITROËN MY AMI BUGGY

**Encore plus chère et toujours rigolote**

**L'**été dernier, Citroën a lancé une version spéciale de son petit quadricycle électrique Ami limitée à 50 exemplaires. Toute pimpante avec sa finition digne d'un vrai petit buggy de plage pour l'été, la My Ami Buggy s'est littéralement arrachée. Tous les exemplaires disponibles en vente sur le site ont trouvé preneur en 18 minutes seulement, incitant Citroën à lancer la production d'une deuxième série de modèles (annoncée l'hiver dernier au moment de Noël). La My Amy Buggy reste une voiture de plage rigolote. Comme prévu, cette deuxième série de la My Ami Buggy se limitera à 1 000 exemplaires et non plus 50. Et elle coûte encore plus cher que la première série : au lieu de 9 790€, la voilà désormais affichée à 10 490€. A cause de l'inflation ? Peut-être, mais cette My Ami Buggy deuxième du nom profite aussi d'un équipement (légè-



rement) augmenté. Elle gagne en effet de nouveaux cadres de portes sur lesquelles il est possible de fixer une bâche pour protéger les occupants des éléments. Le combiné d'instrumentation de la My Ami Buggy évolue aussi, avec l'apparition d'un rangement

complémentaire situé qui prend la forme d'une sacoche accrochée au volant. Enfin, l'auto se dotera d'une enceinte nomade. Citroën précise enfin que les clients recevront une montre Ice Watch en plus d'un bob et d'un peigne. Comme pour la première

série, tout se jouera sur le site internet. Le 20 juin à partir de 10h00, les commandes seront ouvertes. Compte tenu du nombre de véhicules mis en vente, il devrait être plus facile d'obtenir son exemplaire de la My Ami Buggy cette fois.

## L'AUTOPILOT DE TESLA

**Il laisse passer les piétons d'une façon bien à lui**

Quand il détecte un piéton engagé, le système de conduite autonome de Tesla peut réagir d'une façon « sportive ». Pas sûr que cela soit compatible avec les règles du code de la route partout dans le monde... Tesla n'en finit plus de tester son système FSD (« Full Self Driving ») sur ses clients américains « bêta-testeurs ». Régulièrement promis par le patron Elon Musk depuis le début de la précédente décennie, ce système n'a toujours pas été homologué comme un système de conduite autonome de niveau 3 contrairement aux équipements de Mercedes-Benz. Dernièrement, le patron de Tesla annonçait une possible arrivée du FSD en série dès l'année prochaine, dans une version permettant à la voiture de « se conduire toute seule dans de nombreuses situations de conduite ». Il y a quelques jours, il redisait son optimisme sur Twitter sur ce sujet en « espérant mettre en place le plus tôt possible un mois d'essai gratuit du système pour les clients de la marque pendant un mois dans le reste du monde ». Outre de petits bugs et autres erreurs fréquemment remontés par les bêta-testeurs, cette vidéo publiée sur Twitter laisse penser que le FSD n'est sans doute pas encore compatible avec les normes du code de la route dans tous les pays. Elle montre une Tesla avec le FSD activé qui circule sur une voie à double sens en milieu urbain. Sur la gauche, un piéton s'engage sur la route pour traverser. Le FSD détecte le piéton, matérialisé dans l'écran central de la voiture. Mais plutôt que de s'arrêter pour le laisser passer, il décide de passer quand même en estimant qu'il y a le temps pour ça. Ce scénario ne semble pas constituer de danger immédiat pour le piéton, mais cette pratique est-elle compatible avec les règles du code de la route dans un pays comme le nôtre ?

**Infraction au code de la route ?**

En France, le code de la route précise les règles dans l'article R415-11 : « Tout conducteur est tenu de céder le passage, au besoin en s'arrêtant, au piéton s'engageant régulièrement dans la traversée d'une chaussée ou manifestant clairement l'intention de le faire ou circulant dans une aire piétonne ou une zone de rencontre. Le fait, pour tout conducteur, de ne pas respecter les règles de priorité fixées au présent article est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe. Tout conducteur coupable de cette infraction encourt également la peine complémentaire de suspension, pour une durée de trois ans au plus, du permis de conduire, cette suspension pouvant être limitée à la conduite en dehors de l'activité professionnelle. Cette contravention donne lieu de plein droit à la réduction de six points du permis de conduire. » Le fait de continuer sa route en estimant ne pas gêner la traversée du piéton peut-il être interprété par les forces de l'ordre comme un refus de céder le passage ? C'est fort possible. Précisons qu'il s'agit là de la version 11.4.1 du logiciel du Tesla FSD et qu'une mise à jour ultérieure permettra sans doute de modifier le comportement de la voiture dans ce genre de situation.

# Géant

ELECTRONIC

Moi, c'est Géant... [www.geant-dz.com](http://www.geant-dz.com) | [info@geant-dz.com](mailto:info@geant-dz.com) | [geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics)

أنا، صحتي جيون

**1300 milliards DA au 1er trimestre 2023**

Les recettes de la fiscalité pétrolière ont enregistré une forte hausse durant le premier trimestre de l'année 2023. Elles ont atteint les 1 300 milliards de dinars. C'est ce qu'a révélé, hier, la directrice des Impôts Amel Abdellatif. S'exprimant sur la chaîne de télévision Echourouk, Amel Abdellatif a affirmé que la fiscalité ordinaire a augmenté de 21 %, atteignant 791 milliards de dinars par rapport à la même période en 2022, tandis que la fiscalité pétrolière a connu une hausse de 38 % au cours des trois premiers mois.

## AFRIQUE

**L'UA pour une adhésion au G20**

Le président en exercice de l'Union Africaine (UA), Azali Assoumani, a réitéré, mardi à Charm el Cheikh, l'appel de l'Union pour son adhésion au G20, tout en plaidant pour une augmentation des Droits de Tirage Spéciaux (DTS) du FMI au profit des pays les plus nécessiteux du continent.

"L'adhésion de l'Union africaine comme membre à part entière du G20 s'avère plus que nécessaire, nous œuvrons pour aboutir à cette adhésion lors du sommet du G20 en septembre prochain en Inde", a déclaré le président de l'UA et président de l'Union des Comores, lors de l'ouverture des Assemblées annuelles de la Banque Africaine de Développement (BAD) à Charm el Cheikh, en présence du président égyptien, de chefs d'Etat et de gouvernement et de quelque 4.000 participants venus de 81 pays.

Insistant sur l'importance pour l'Afrique d'intégrer ce groupe, étant le principal forum de gouvernance économique mondiale, M. Azali a, d'autre part, appelé à l'augmentation des Droits de Tirage Spéciaux du FMI alloués aux pays du continent. "Lors de sommet du G7 qui vient de s'achever à Hiroshima, j'ai appelé les pays du groupe à soutenir la demande de l'UA pour l'augmentation des droits de tirage spéciaux pour l'Afrique", a-t-il dit estimant que la révision à la hausse de l'allocation de ces droits est "plus que jamais urgente".

Il a, à ce propos, affirmé son soutien de l'appel du secrétaire général de l'ONU pour "déclencher rapidement et systématiquement, en temps de crise, un dispositif de tirage des droits spéciaux du FMI et de les canaliser rapidement vers les pays qui en ont le plus besoin, y compris par le biais des banques multilatérales de développement", tout recommandant qu'une partie de ces ressources soit acheminée par le canal de la BAD.

La BAD plaide justement pour que l'Afrique reçoive une allocation plus grande en DTS du FMI qui avait injecté, en août 2021 pas moins de 456,5 milliards de DTS (650 milliards de dollars) dans l'économie mondiale, soit la plus grande allocation de l'histoire de l'institution financière.

Cependant, sur ce montant colossal, l'Afrique n'en a reçu que 33,6 milliards de dollars, soit une moyenne de 600 millions de dollars par pays africain, contre une moyenne de 39 milliards de dollars par économie avancée, les DTS étant alloués aux pays sur la base de leur quote-part dans le FMI.

"Ils sont donc alloués inversement aux besoins", observe une experte de la BAD qui suggère de "recycler une partie des DTS des économies avancées vers les plus vulnérables".

"50 milliards de dollars de DTS alloués aux banques multilatérales de développement représentent 150 à 200 milliards de dollars d'investissements pour reconstruire plus vert et mieux et s'attaquer aux inégalités mondiales", soutient-elle.

## CLASSEMENT DES PORTS À CONTENEURS LES PLUS PERFORMANTS EN AFRIQUE EN 2022

**Le port de Bejaïa arrive à la 21<sup>ème</sup> place**

La Banque mondiale et S&P Global Market Intelligence soulignent que la majorité des ports du continent pâtissent de la durée excessive des cycles de chargement-déchargement, qui fait peser un risque constant de perturbation sur la chaîne logistique.

Hormis deux ports situés en Afrique du Nord et le port de Djibouti, les infrastructures portuaires africaines figurent parmi les moins performantes au monde en 2022, selon un rapport publié le 18 mai par la Banque mondiale et S&P Global Market Intelligence.

Intitulé « Indice mondial de performance des ports à conteneurs (CPPI) 2022 », ce rapport compare les performances de 348 ports à conteneurs dans le monde selon leur efficacité, en mesurant le temps écoulé entre l'arrivée en rade d'un navire et son départ du poste d'amarrage, une fois l'échange de cargaisons effectué.

Il ressort que cinq ports d'Afrique du Nord figurent dans le Top 10 des ports à conteneurs les plus performants du continent. Le port marocain de Tanger Med occupe le premier à l'échelle africaine et le 4<sup>e</sup> rang à l'échelle mondiale. A l'échelle



africaine, Tanger Med est suivi par Port Said (Egypte), qui occupe la 10<sup>e</sup> position dans le classement mondial, le port de Djibouti (26<sup>e</sup> rang mondial) et le port de Berbera au Somaliland (144<sup>e</sup>). Viennent ensuite les ports de Casablanca (Maroc), El Dekheila (Egypte), Damiette (Egypte), Conakry (Guinée) et Dakar (Sénégal). Le port de Ma-

tadi en RD Congo ferme, quant à lui, le Top 10 africain. Le port de Béjaïa/Algérie est arrivé à la 21<sup>ème</sup> place dans le classement africain et à la 256<sup>e</sup> place dans le monde.

Le rapport indique d'autre part que la majorité des ports africains pâtissent de la durée excessive des cycles de chargement/déchargement, qui

fait peser un risque constant de perturbation sur la chaîne logistique.

A l'échelle mondiale, le port chinois de Yangshan arrive en tête de classement des ports à conteneurs les plus efficaces en 2022, malgré la survenue de typhons et d'autres facteurs qui ont désorganisé son fonctionnement en 2022. **Synthèse RI**

## SIGNATURE D'UN ACCORD ENTRE L'ADE ET L'ABEF

**Paiement des factures d'eau par carte bancaire**

Une convention de partenariat a été signée, hier, entre l'Algérienne des eaux (ADE) et l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (Abef) pour le paiement des factures d'eau par carte bancaire.

Une convention signée en présence du ministre des Finances Laaziz Faïd et du ministre de l'Hydraulique Taha Derbal. La convention permettra aux citoyens détenteurs de cartes CIB de régler leurs factures d'eau via internet.

« Cette convention est une étape importante dans la promotion de la numérisation des toutes les transactions quotidiennes des citoyens » a indiqué Laaziz Faïd, ajoutant qu'elle s'inscrit dans le cadre de la modernisation des transactions financières par le paiement électronique. Le ministre des Finances a, également, révélé que les indicateurs de paiement électronique ont connu une amélioration en Algérie, indiquant que les chiffres récents reflétaient cette augmentation.

Selon le ministre, le nombre de transactions de paiement en ligne s'élevait à environ 5,7 millions de transactions au cours du premier trimestre de cette année. Pour sa part, le ministre de l'Hydraulique Taha Darbal a déclaré que « l'accord avec les banques vient poursuivre le plan d'action du gouvernement, qui vise à numériser divers secteurs, notamment en ce qui concerne les services publics aux citoyens ».

RE

## FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DES SPORTS MÉCANIQUES

**Coup d'envoi du "Rallye découverte Algérie" à partir de Tipasa**

La première édition du "Rallye découverte Algérie", a été lancée mardi à partir de Tipasa, avec la participation de 28 motocyclistes des deux sexes représentant l'Algérie, la Tunisie, la Libye et le Royaume d'Arabie saoudite.

Les participants à ce rallye, organisé par la Fédération algérienne des sports mécaniques, en coordination avec le ministère de la Jeunesse et des Sports, vont découvrir un parcours touristique de 1.000 km, reparti en cinq étapes, dont la RN11 serpentant le littoral, caractérisée par ses paysages naturels enchanteurs, en passant par le parcours Tipasa-Mostaganem (260km) et Mostaganem-Oran (220 km), programmé pour demain mercredi.

La 3<sup>e</sup> étape de ce Rallye (Oran-Alger) se déroulera, jeudi prochain, sur une distance de 410 km, via l'autoroute Est-Ouest, pour permettre aux participants étrangers de découvrir les infrastructures de base de l'Algérie, avant la clôture de cette compétition, avec le déroulement de la 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> étapes, qui se dérouleront jeudi et vendredi. Il y aura au menu des visites touristiques, une exposition d'accessoires de motos, et une parade de plus de 1.000 motocyclistes, selon le programme fixé pour cette manifestation.

Des motards du commandement de la Gendarmerie nationale et de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) participent, également, à cet événement sportif, considéré comme un rallye "discipline".

La commission technique de la manifestation a, en effet, "fixé la vitesse moyenne des motards

entre 50 à 60 km/h, en plus du respect du code de la route, dont le respect de la distance et l'interdiction des dépassements, en vue de garantir la sécurité routière tout au long des étapes de la manifestation", a assuré l'adjointe du président de la Fédération algérienne des sports mécaniques, Ben Messaoud Asma.

## GAZPROM

**un bénéfice net en chute de 41,4% en 2022, à 14,2 milliards d'euros**

Le géant étatique russe Gazprom a annoncé mardi un bénéfice net en chute de 41,4% en 2022, à 14,2 milliards d'euros, amputé par la forte baisse de ses exportations de gaz vers l'Europe dans le sillage du conflit en Ukraine. Le géant gazier russe, pilier de l'économie russe dirigé par plusieurs proches du président Vladimir Poutine, a en effet été lourdement visé par les sanctions occidentales. Le bénéfice net du géant gazier russe a atteint en 2022 1.226 milliards de roubles (14,2 mds EUR) contre 2.093 milliards de roubles (24,2 mds EUR) l'année précédente, selon le rapport annuel publié mardi, cité par les agences de presse russes.

Selon le groupe, « l'augmentation des paiements d'impôts intervenue au cours du second semestre de l'année a eu un impact sur le montant du bénéfice », est-il indiqué dans un communiqué

séparé. Au vu de ces résultats, Gazprom, entreprise cotée à la bourse de Moscou mais dont l'Etat russe a le contrôle avec 50,2%, a recommandé de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires pour 2022. L'année 2022 a été marquée pour Gazprom par la fermeture en grande partie du marché européen, hormis pour le gaz naturel liquéfié (GNL) que les pays de l'UE continuent d'acheter, faute d'alternative réelle. Le but affiché par les Européens: étrangler les revenus russes liés aux exportations de gaz pour limiter la manne disponible du Kremlin censée financer son offensive militaire en Ukraine. Selon des chiffres partagés par le Forum des pays exportateurs de gaz, l'import européen de gaz russe par gazoduc est passé de 140 milliards de m3 à 63 milliards, soit une baisse de -55%.